

DIALOGUE GLOBAL

5.4

4 numéros par an, en 16 langues

Le pouvoir de
la rupture

Frances Fox Piven

L'attrait de
l'État islamique

François Burgat

Sociologie et
anthropologie

Jan Breman

Sociologie publique
en Autriche

Rudolf Richter

Cuba en transition

- > Les États-Unis et Cuba
- > Racisme et révolution
- > Les bas salaires face au changement

Sociologie à Taïwan

- > Le mouvement des tournesols
- > Mouvements ouvriers et environnementaux
- > La parentalité compressée
- > Du miracle à l'effondrement
- > Le développement de la sociologie taïwanaise
- > L'expérience de *Streetcorner Sociology*

Hommage

- > Jürgen Hartmann, 1944-2015

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 5 / NUMÉRO 4 / DÉCEMBRE 2015
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



> Éditorial

Interdisciplinarité et disciplines

Ce numéro s'ouvre sur deux entretiens. Le premier avec Frances Fox Piven, l'une des figures les plus marquantes de l'histoire de la sociologie américaine. Ses engagements en faveur des droits sociaux, de l'inscription des électeurs ou plus récemment du mouvement Occupy, sont à la base d'une analyse originale des mouvements sociaux qui met en avant le pouvoir de la révolte. Tout au long de sa carrière, elle n'a pas hésité à débattre avec des grandes figures comme Milton Friedman, et n'a cessé d'être l'une des cibles favorites des polémistes de droite. Le second entretien donne la parole au spécialiste français du Moyen-Orient François Burgat qui explique l'attrait de l'État islamique sur les musulmans européens, victimes de discrimination raciale dans leur pays. Suit un article de Jan Breman, sociologue néerlandais connu pour ses travaux sur l'économie informelle, qui éclaire la relation complexe entre anthropologie et sociologie. Ces trois spécialistes se rattachent à la sociologie mais puisent dans la science politique, l'anthropologie et l'histoire autant que dans la sociologie, démontrant que les frontières entre les disciplines importent peu lorsqu'il s'agit de traiter de questions d'intérêt général.

Il en va de même des auteurs de notre rubrique spéciale consacrée à Cuba. Au sujet du récent accord historique entre Cuba et les États-Unis, Luis Rumbaut et Rubén Rumbaut insistent sur le cumul des pressions géopolitiques et économiques qui a conduit à ce rapprochement. Luisa Steur s'intéresse quant à elle aux conséquences de cet accord pour les salariés peu rémunérés, et observe comment le changement intervenu à Cuba – comparable au passage de l'ex-Union soviétique à l'économie de marché – aggrave des inégalités qui avaient été jusque-là contenues. Luisa Steur interviewe par ailleurs Norberto Carbonell, activiste afro-cubain resté fidèle au Parti mais ouvertement critique sur la question du racisme à Cuba. Une telle interview n'aurait sans doute pas pu être publiée ne serait-ce qu'il y a un an.

Mais l'interdisciplinarité implique l'existence de disciplines. La sociologie se développe dans un contexte qui est national tout en étant soumise à des influences internationales – comme en témoignent les six articles en provenance de Taïwan. Cette petite île suspendue entre la Chine et les États-Unis, à l'histoire ponctuée de mouvements sociaux, a donné naissance à l'une des sociologies les plus dynamiques d'Asie. Ce pays géopolitiquement sensible et marqué par un passé d'assujettissement a permis l'émergence de nouvelles façons d'aborder la sociologie globale. Plusieurs des auteurs taiwanais ont par ailleurs participé au mouvement démocratique des années 90 et ont par conséquent développé différents points de vue sur les mouvements sociaux. Comme en témoignent leurs contributions, le récent mouvement des tournesols a placé la sociologie et son approche critique sur le devant de la scène nationale, en impliquant, au-delà de la sphère universitaire, l'ensemble des citoyens.

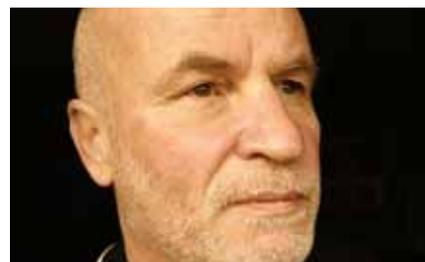
C'est également à la sociologie publique que Rudolf Richter s'intéresse lorsqu'il retrace l'histoire de la sociologie autrichienne. Son article est le premier d'une série visant à faire connaître le III^e Forum de Sociologie de l'ISA qui aura lieu à Vienne du 10 au 14 juillet 2016. Le Comité local d'organisation chargé de préparer cet événement a créé son propre blog : <http://isaforum2016.univie.ac.at/blog/>.

> **Dialogue Global est disponible en 16 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Frances Fox Piven, sociologue américaine de réputation internationale, expose sa théorie des mouvements sociaux dans un entretien mené par Lorraine Minnite.



François Burgat, spécialiste du Moyen-Orient, répond aux questions de Sari Hanafi sur le pouvoir d'attraction de l'État islamique.



Jan Breman, célèbre sociologue néerlandais, livre ses réflexions sur l'étrange relation entre sociologie et anthropologie.



Rudolf Richter, président du Comité local d'organisation du Forum de Sociologie de 2016 de l'ISA à Vienne, rappelle ce que la sociologie publique doit à l'Autriche.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves, Julio Davies.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde :

Ishwar Modi, Rashmi Jain, Pragya Sharma, Jyoti Sidana, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :

Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriya, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Mohsen Rajabi, Vahid Lenjanzade.

Japon :

Satomi Yamamoto, Fuma Sekiguchi, Shinsa Kameo, Kanako Mataka, Kaho Miyahara, Yuki Nakano, Yutaro Shimokawa, Sakiye Yoshioka.

Kazakhstan :

Aigul Zabirova, Bayan Smagambet, Daurenbek Kuleimenov, Gani Madi, Almash Tlespayeva.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Mariusz Finkielsztejn, Weronika Gawarska, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Martyna Maciuch, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Patrycja Pendrakowska, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Justyna Zielińska, Jacek Zych.

Roumanie :

Cosima Rughiniș, Corina Brăgaru, Costinel Anuța, Telegdy Balasz, Adriana Bondor, Roxana Bratu, Ramona Cantaragiu, Alexandra Ciocănel, Alexandru Duțu, Ruxandra Iordache, Mihai-Bogdan Marian, Ramona Marinache, Anca Mihai, Radu Năforniță, Oana-Elena Negrea, Diana Tihan, Elisabeta Toma, Elena Tudor, Carmen Voinea.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Lubov Chernyshova, Anastasija Golovneva, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Çorbacioğlu, İrmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : Interdisciplinarité et disciplines	2
La rupture comme source de pouvoir : Entretien avec Frances Fox Piven Lorraine C. Minnite, États-Unis	4
Le pouvoir d'attraction de l'État islamique : Entretien avec François Burgat Sari Hanafi, Liban	8
Sociologie et anthropologie, un étrange duo Jan Breman, Pays-Bas	11
L'apport autrichien à la sociologie publique Rudolf Richter, Autriche	14

> CUBA EN TRANSITION

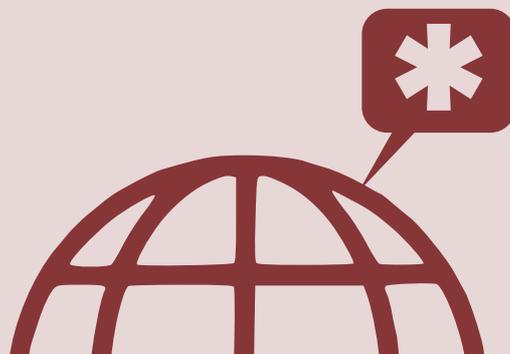
États-Unis et Cuba, la difficile réconciliation Luis E. Rumbaut et Rubén G. Rumbaut, États-Unis	16
Racisme et révolution à Cuba : Interview de Norberto Mesa Carbonell Luisa Steur, Danemark	19
Coups de balai à La Havane Luisa Steur, Danemark	23

> SOCIOLOGIE TAÏWANAISE

Mouvement des tournesols et sociologie taïwanaise en lutte Ming-sho Ho, Taïwan	25
Mouvement des travailleurs et mouvement de défense de l'environnement Hwa-Jen Liu, Taïwan	27
De la modernité compressée à la parentalité compressée Pei-Chia Lan, Taïwan	30
Du miracle à l'effondrement Thung-hong Lin, Taïwan	32
Généralités et singularités de la sociologie taïwanaise Mau-kuei Chang, Taïwan	34
L'expérience de <i>Streetcorner Sociology</i> Hong-Zen Wang, Taïwan	36

> HOMMAGE

Jürgen Hartmann, un internationaliste engagé Lyudmila Nurse, Royaume-Uni, et Sylvia Trnka, Autriche	38
---	----



> La rupture comme source de pouvoir

Entretien avec Frances Fox Piven

Frances Fox Piven, sociologue américaine de réputation internationale, est également une professeure très appréciée. Tout au long de sa remarquable et courageuse carrière, cette radical-démocrate s'est illustrée comme une chercheuse et activiste de référence dans la défense des plus pauvres. Son premier ouvrage, *Regulating the Poor: The Functions of Social Welfare* (1971), écrit en collaboration avec Richard A. Cloward, fut à l'origine d'un débat de fond qui a contribué à redéfinir les politiques de protection sociale. Dans ses travaux postérieurs, elle a analysé les circonstances dans lesquelles les actions de rupture des plus pauvres ont contribué à la création du système actuel de protection sociale aux États-Unis (*Poor People's Movements*, 1977) et dans quelle mesure elles ont été indispensables au développement de politiques sociales et de réformes progressistes (*The Breaking of the American Social Compact*, 1997 ; *Challenging Authority*, 2006). Elle a toujours mené de front son activité de chercheuse et son engagement politique et a été l'initiatrice de mouvements comme la campagne pour les droits sociaux puis celle en faveur de l'inscription des électeurs, avant d'apporter publiquement son soutien au mouvement Occupy. Elle n'a jamais hésité à défendre ses idées dans les médias, comme lorsqu'elle s'en est pris à un adversaire aussi en vue que l'économiste libéral Milton Friedman lors d'un débat télévisé qui a fait date. Elle a reçu de nombreuses distinctions, et a notamment été Présidente de l'ASA (Association américaine de Sociologie) en 2007. Dans l'entretien qui suit, elle revient sur sa théorie du « pouvoir interdépendant », qui se trouve au cœur de tous ses travaux. L'interview a été menée à Millerton, New York, le 30 mai 2015 par Lorraine C. Minnite, politologue et chercheuse spécialisée dans les politiques publiques à l'Université Rutgers (États-Unis).



Frances Fox Piven.

LM : Je voudrais que vous nous parliez de l'action de rupture [« disruption » en anglais], qui est un thème récurrent de votre travail depuis votre premier article publié, « *Low Income People in the Political Process* », ainsi que de l'article resté célèbre, « *The Weight of the Poor* », que vous aviez écrit avec Richard Cloward pour *The Nation* en 1966. Aujourd'hui, on emploie beaucoup le terme de « disruption ». Dans le domaine du high-tech, des entrepreneurs ont adopté comme mantra « de créer une rupture » avec d'autres industries, que ce soit par jeu ou pour gagner de l'argent, et le terme est également de plus en plus employé par les spécialistes des mouvements sociaux. Sachant qu'il s'agit de l'une de vos préoccupations de longue date, pourriez-vous préciser ce que vous entendez par « disruption », ou action de rupture, au plan de la théorie sociale ?

FP : Même si le terme est aujourd'hui plus souvent utilisé, je ne pense pas qu'il le soit correctement. Dans l'industrie high-tech, le terme est appliqué à l'innovation qui perturbe les marchés, tandis que les spécialistes des mouvements sociaux l'emploient pour désigner une action collective

>>

bruyante, indisciplinée, et parfois violente. Mais le bruit et le désordre ne suffisent pas à expliquer pourquoi l'action de rupture dote parfois d'un certain pouvoir ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale.

Vous avez fait allusion à mes premiers travaux, écrits à l'époque où des mouvements de protestation ont éclaté parmi la population noire défavorisée (et, à New York, parmi la communauté portoricaine). Ces manifestations étaient en effet très bruyantes et anarchiques, et j'ai voulu savoir pourquoi. Au début des années 60, un grand nombre de personnes avaient émigré depuis les zones rurales du Sud et depuis Porto Rico vers les grands centres urbains des États-Unis. Bien sûr, ces personnes étaient désespérément pauvres, et espéraient trouver là une vie meilleure. Or en ville, elles se sont trouvées confrontées à un marché du travail qui ne leur offrait pas d'emplois décents, et à une administration municipale qui leur refusait l'accès à ses services. Alors ces gens se sont rassemblés, ils ont manifesté, ils ont crié, ils ont jeté des ordures sur les pelouses des mairies. Ce à quoi beaucoup de progressistes blancs (souvent des professionnels de l'aide sociale) ont réagi en disant : « Nous sommes d'accord avec vos objectifs, mais pas avec vos méthodes. Effectivement, vous devriez avoir un emploi, vous devriez avoir une source de revenus, vous devriez avoir des services de santé, vos logements devraient disposer de chauffage et d'eau chaude. Mais ce n'est pas en faisant du bruit, en provoquant des désordres, que vous allez résoudre vos problèmes. Ce que vous devriez faire, c'est vous rassembler, voter, adresser vos requêtes à vos représentants élus », autrement dit, suivre les règles qui ont cours dans un système politique démocratique.

J'ai réfléchi là-dessus. Et j'en suis arrivée à la conclusion que ces gens agissaient de la sorte parce que les conseils qu'ils recevaient de leurs alliés progressistes étaient de mauvais conseils. En effet, beaucoup d'entre eux avaient essayé de suivre les procédures classiques de recours. Beaucoup avaient essayé d'obtenir quelque chose auprès de leur mairie. Ils avaient déposé leurs demandes d'aides sociales, ou d'autres services sociaux, mais ces demandes avaient été ignorées.

J'en ai conclu que si les gens adoptaient une stratégie de rupture, c'est qu'il s'agissait sans doute là de la stratégie qui pourrait se révéler efficace pour eux. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à appréhender les raisons pour lesquelles les personnes à bas revenus étaient parfois des agents de perturbation. En fait, les populations déshéritées étaient bien entendu la plupart du temps tout simplement tranquilles. Mais lorsqu'elles émergeaient sur la scène politique, c'était souvent de manière anarchique.

Au fil des années, j'ai élaboré avec Richard Cloward ce que je pense être une conception plus analytique et approfondie des actions dites de rupture. Pour comprendre

mon argumentation, il est nécessaire de prendre du recul par rapport aux comportements particuliers des gens qui nous intéressent ici, et poser la question suivante : Quel rôle joue cette population pauvre dans les mécanismes complexes de relations d'interdépendance et les réseaux complexes de relations de coopération qui régissent la société ? Ou, pour l'exprimer autrement, quel rôle jouent-ils dans la division du travail ?

LM : Une idée durkheimienne ?

FP : Oui, Durkheim a assurément une influence.

Que se passe-t-il lorsque les gens refusent le rôle qui leur a été attribué et deviennent des agents de perturbation ? Peut-être l'action de rupture n'est-elle pas seulement le fruit du désespoir mais est en fait une source de pouvoir.

On entend souvent dire que les pauvres sont exclus. Cela n'est pas tout à fait exact. Ils sont d'ordinaire fortement inclus, mais afin d'être mieux assujettis et exploités. Ils jouent un rôle important, que ce soit comme employés de maison, gardes d'enfants, aides-soignantes à domicile ou femmes de ménage ; ou comme gardiens, employés dans les fast-food ou les commerces de détail, agents d'entretien ou préposés au ramassage des ordures. Depuis plusieurs dizaines d'années, avec la généralisation du temps partiel et du travail contractuel à la demande, ces emplois sont devenus de plus en plus précaires, alors même que les salaires ont baissé.

Mais ces travailleurs sont-ils vraiment dépourvus de tout pouvoir ? Prenons l'exemple des employées de maison dans de grandes métropoles comme New York, Londres, San Francisco ou Boston. Elles s'occupent des enfants, font le ménage et parfois préparent les repas pour des femmes plus aisées et plus instruites qui travaillent en tant que profession libérale ou cadre. Si ces femmes de ménage et ces gardes d'enfants arrêtent de travailler, les répercussions se feront sentir à tous les niveaux parmi les avocats, comptables et dirigeants d'entreprise qui font fonctionner une économie de plus en plus financiarisée.

Autrement dit, les employées de maison détiennent un certain pouvoir dans la mesure où si elles ne vont pas travailler, leurs employeurs pourraient eux-mêmes ne pas pouvoir aller travailler. Le refus de travailler de la part des employées de maison enrayerait les rouages de tout un système d'échanges. C'est là le type de rupture auquel je fais référence : l'interruption de la coopération dans un système complexe d'interdépendances. Il s'agit en fait d'une grève. Lorsqu'on refuse sa coopération, le système se retrouve bloqué. Il ne sera peut-être pas entièrement paralysé, mais ne fonctionnera pas bien. Historiquement, la capacité de cesser son activité s'est révélée être une source de pouvoir pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale. Il s'agit, dans une relation interdépendante, d'un pouvoir de rupture.

>>

LM : Dans Poor People's Movements, vous mettez en avant avec Richard Cloward le rôle central de l'insurrection de masse, pour expliquer comment se crée un système de protection sociale, et comment surviennent les réformes sociales. Quel regard portez-vous sur ce qui se passe en ce moment en relation avec votre théorie de la rupture et le pouvoir dont disposent les plus démunis pour améliorer leur existence ?

FP : Généralement, les gens considèrent le système électoral comme celui où leurs espoirs vont pouvoir se réaliser, si tant est qu'ils puissent se réaliser. Mais je ne pense pas que le système électoral permette de bien défendre les intérêts des plus démunis. De plus en plus, j'ai tendance à penser qu'il ne sert pas bien les intérêts de la majorité de la population – aux États-Unis en raison de la corruption croissante qui accompagne le processus électoral, et en Europe parce que des institutions supranationales dominant désormais les décisions nationales. Cependant on ne peut pas ne pas tenir compte du système électoral. Ce sont les répercussions des mouvements sociaux sur le jeu politique électoral qui vont déterminer en grande partie leur succès ou leur échec.

En effet, la démocratie représentative est une remarquable construction institutionnelle. Elle crée une sphère de relative égalité permettant à une importante proportion de la population de voter lors d'élections périodiques, et où les principaux décideurs au niveau de l'État, du gouvernement, sont exposés au jugement de ces électeurs. Autrement dit, les élites au pouvoir sont susceptibles d'être démisées de leurs fonctions et privées du pouvoir par ces électeurs. La démocratie représentative garantit également certains droits à s'organiser, donc il existe la possibilité pour ces nombreux électeurs isolés de joindre leurs voix pour se faire entendre.

Les variations sur ces traits essentiels de la démocratie représentative sont nombreuses et ne sont pas sans importance. Mais au fond ce que permet cette invention, c'est de créer une sphère de la vie en société où presque tout un chacun dispose d'une ressource dont dépendent ceux qui se trouvent tout en haut de l'échelle, et cette ressource est en principe répartie de manière plus ou moins égale.

Le problème qui se pose est évident. C'est que cette sphère d'égalité n'est pas cloisonnée par rapport au reste de la société, où les inégalités sont considérables. Or inévitablement, ces inégalités débordent et altèrent ce qui se passe dans les sphères électorales. Aux États-Unis, la situation s'est aggravée avec l'arrêt *Citizens United vs Federal Election Commission* rendu par la Cour suprême (qui a réduit à néant des dizaines d'années d'une législation américaine qui limitait le financement des groupes impliqués dans les campagnes électorales) et du fait des milliards de dollars qui sont aujourd'hui dépensés dans

ces campagnes. Qui plus est, il s'agit d'un système électoral *représentatif*, et la traduction des votes en termes de représentation est là encore fortement faussée, en partie à cause de la Constitution américaine, mais ce phénomène est encore plus accentué aujourd'hui du fait que les représentants des groupes de pression assistent aux délibérations des commissions parlementaires et achètent régulièrement les hommes politiques.

Mais je voudrais en venir à un autre point et faire remarquer que l'idée lumineuse de la démocratie représentative repose sur le postulat d'une interdépendance entre les élites politiques et la masse des électeurs.

Lors de mouvements sociaux, il y a généralement beaucoup de gens qui sont prêts à expliquer aux activistes qu'au lieu de créer des troubles ils devraient s'efforcer de faire élire des candidats réformistes, alors que le plus souvent ces activistes rejettent le jeu politique électoral dans son ensemble. Aucun des deux camps ne semble être conscient de la façon dont le jeu politique électoral, même sous sa forme dénaturée, influe sur les mouvements sociaux et vice-versa, et peut parfois les favoriser et favoriser les actions de rupture qui sont à l'origine du pouvoir des mouvements.

Partis politiques et organismes de soutien aux candidats cherchent à sortir vainqueurs en constituant des majorités. Pour cela, il leur faut éliminer les questions qui divisent ou qui éloignent de possibles soutiens financiers. Lorsque des mouvements sociaux se déclenchent, ce sont précisément ces questions qu'ils soulèvent. Les hommes politiques qui cherchent à recueillir les suffrages des sympathisants de ces mouvements tenteront de détourner leurs nouvelles revendications. Ils diront « Bien sûr, nous croyons en l'intégration raciale, mais c'est quelque chose qui doit se faire progressivement ». Et bien entendu, « progressivement » revient le plus souvent à dire « pas avant longtemps, ou jamais ». Le fait même que les acteurs politiques tentent d'apaiser les revendications est en soi un signe que le cri d'espoir ou de désespoir d'un mouvement peut avoir des répercussions sur le jeu politique électoral. Et si le mouvement puise sa force et ses partisans dans cet encouragement, à l'instar du mouvement pour les droits civiques qui se trouva renforcé à partir du moment où le parti démocrate commença à reprendre ses revendications dans son programme, le mouvement va se renforcer.

À partir du moment où le mouvement gagne en force, il devient une menace plus importante pour les candidats politiques qui ont besoin de rassembler les grands blocs d'électeurs pour assurer leur victoire aux élections, ainsi que les pouvoirs financiers qui soutiennent leur campagne. Lorsque les mouvements sociaux obtiennent satisfaction, c'est parce que les responsables politiques font des concessions afin de contenir ces divisions.

LM : Vos théories sur les actions de rupture, sur le pouvoir interdépendant, sur les conditions électorales dans lesquelles les mouvements sociaux obtiennent des réformes, se sont développées à partir d'une analyse en profondeur de l'histoire des États-Unis et sur la base de votre propre activisme, en particulier de votre travail dans les années 60 en faveur du mouvement pour les droits sociaux à New York. Ces théories peuvent-elles expliquer l'évolution politique dans d'autres pays ?

FP : Certains éléments sont valables dans d'autres pays, quoique le système strictement bipartite des États-Unis soit sans doute particulièrement vulnérable aux mouvements sociaux. Les manifestations en Grèce ont contribué à provoquer une fracture au sein de la coalition du PASOK et ont ainsi permis la victoire de Syriza, coalition de la gauche radicale.

LM : Dans quelle mesure la dynamique du mouvement électoral peut-elle expliquer la victoire de Barack Obama, mais aussi les limites du sens de cette victoire pour les réformes sociales progressistes ?

FP : L'essentiel du soutien électoral apporté à Obama provenait des jeunes et des minorités. Obama est entré en fonction au pire moment de la récession financière, mais les mouvements sociaux n'avaient pas encore pris de l'ampleur.

Avec le recul, je crois qu'on pourrait comparer la présidence de Barack Obama à celle de Herbert Hoover – le président républicain qui était au pouvoir en 1929, au moment du krach boursier qui a entraîné la Grande Dé-

pression –, même si les partisans les plus enthousiastes d'Obama voulaient plutôt le comparer au successeur de Hoover, Franklin Delano Roosevelt, l'architecte du New Deal. Il y a eu des mouvements de protestation en 1930 et 1931, mais de peu d'envergure. En effet, il faut du temps pour que les gens reconnaissent et évaluent précisément ce qui s'est passé, et à partir de là, ce qu'ils peuvent faire.

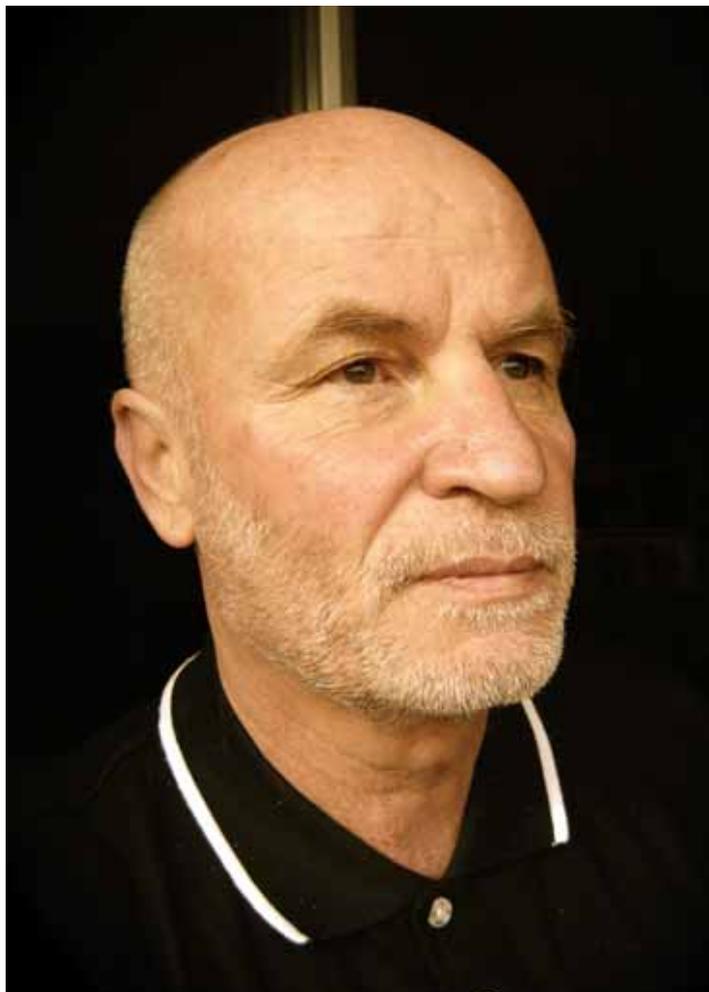
Les mouvements d'envergure ont commencé à se déployer au début des années 1930, c'est-à-dire après plusieurs années de Grande Dépression, et plusieurs années d'efforts de la part de Hoover pour tenter de maintenir une certaine stabilité en annonçant régulièrement que la reprise était imminente.

Il en est de même pour 2008 : Il est vrai que de jeunes activistes comme ceux du mouvement MoveOn ont participé à la campagne électorale. Mais ils ne représentaient pas un mouvement de protestation. Les manifestations d'étudiants et de travailleurs dans le Wisconsin, puis le mouvement Occupy, Fight for 15 et Hands Up, Don't Shoot, tous ces mouvements ont mis du temps à se développer. Il ne fait pas de doute que s'ils étaient intervenus en 2008, Obama aurait été un meilleur président. À présent, en 2015, les mouvements de protestation s'intensifient, y compris sur des questions comme les bas salaires et le maintien de l'ordre. Aux États-Unis, il faut espérer que ces mouvements sociaux prospèrent, notamment parce que Hillary Clinton, si elle gagne la présidence, ne pourra pas les ignorer. ■

Toute correspondance est à adresser à Frances Fox Piven <fpiven@hotmail.com> et Lorraine Minnite <lminnite@gmail.com>

> Le pouvoir d'attraction de l'État islamique

Entretien avec François Burgat



François Burgat, politologue et directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), a consacré sa carrière à l'analyse des systèmes politiques et des sociétés civiles dans le monde arabe. Il est l'un des rares spécialistes à proposer une lecture des mouvements islamistes sans les idéaliser ni les dénigrer, et ne craint pas de s'attaquer aux analyses dominantes. Il est actuellement responsable du programme WAFAW (When Authoritarianism Fails in the Arab World) du Conseil européen de la Recherche sur la sortie de l'autoritarisme dans le monde arabe, et a récemment publié *Pas de printemps pour la Syrie : Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise, 2011-2013*. Il est ici interviewé par Sari Hanafi, professeur à l'Université américaine de Beyrouth et vice-président de l'ISA pour les associations nationales.

François Burgat.

Depuis septembre 2014, l'affirmation de l'État islamique (EI) qu'il est là pour « durer et s'étendre » est malheureusement conforme à la réalité en Irak et en Syrie, et ce malgré les frappes aériennes de la coalition internationale. Cette expansion n'est pas nécessairement synonyme d'une consolidation de son pouvoir. Le « Sunnistan » que l'EI entend instaurer reste contesté, non seulement dans la région mais aussi dans les territoires où l'EI contrôle les populations. D'après les estimations de la CIA, fin 2014, entre 20.000 et 31.500 combattants défendaient les positions de l'EI en Irak et en Syrie, mais certains avancent le chiffre de 200.000 combattants. Cette expansion s'explique par la situation de désintégration des États répressifs de la région aussi bien que par des

divergences d'ordre idéologique. Il ne fait pas de doute que l'EI et ses organisations satellites opèrent dans différents pays, ce qui en fait un phénomène à l'échelle globale – tant et si bien que plus de 6000 Européens, dont 1500 Français, sont partis combattre en Syrie. Parmi ces recrues européennes, beaucoup sont d'origine musulmane, mais il y a aussi des convertis. Dans l'entretien qui suit, François Burgat propose ses réflexions sur les motivations qui peuvent conduire des Européens à rejoindre les rangs de l'EI.

SH : L'EI a introduit un imaginaire politique nouveau dans la région, qui passe par l'abolition de frontières, la construction d'un empire, etc. Pensez-vous que ce soit là ce qui attire les jeunes ?

>>

FB : Oui, assurément. Bien que les causes d'attraction soient multiples et diverses, on peut néanmoins indiquer les plus courantes. Pour s'y retrouver parmi la gamme des motivations possibles, je propose de les classer en deux catégories : les motivations « négatives », qui impliquent un rejet du milieu de naissance, par exemple la France, et les motivations « positives », qui sont celles qui attirent les jeunes vers l'univers de l'EI.

Mais avant d'examiner plus en détail ces motivations positives et négatives, je voudrais d'abord m'arrêter sur les autres raisons qui expliqueraient l'attrait de l'EI – des raisons qui se fondent sur des variables « idéologiques » ou « religieuses » et qui rejettent toute la faute sur un « islam radical » qui ferait son apparition lorsque des jeunes sont « contaminés » par la lecture d'une page de Sayyid Qutb ou par la rencontre avec tel ou tel imam « radical » au fin fond d'une banlieue ou, plus fréquemment, sur Internet.

Si le vocabulaire (islamique) est à même d'accélérer le processus de radicalisation, je ne pense pas qu'il puisse expliquer le phénomène de transformation personnelle. L'histoire mondiale de la radicalisation montre qu'il ne faut pas confondre le vocabulaire des rebelles avec les origines de leur rébellion. Quels que soient leur religion ou leur dogme, les aspirants à la rébellion ont toujours trouvé les ressources symboliques, religieuses ou profanes, pour exprimer et justifier leurs actions. Les interprétations « islamologiques » de la violence djihadiste font recette en Occident parce qu'en faisant porter la faute sur la foi islamique, les observateurs (en tant que non-musulmans) s'autorisent à déclinier toute responsabilité. Ces arguments sont souvent portés par une « illusion éducative » qui voudrait que les djihadistes n'aient pas lu « la bonne sourate » ou pas « de façon suffisamment approfondie » ou n'aient pas compris ce qu'ils ont lu – ce qui revient à dire que pour éradiquer les effets désastreux du radicalisme dans le monde musulman, et plus généralement dans le monde entier, il suffirait de parfaire l'éducation religieuse de quelques millions de musulmans. Il n'est pas nécessaire d'expliquer les limites d'une telle approche.

SH : Revenons-en aux motivations « négatives » auxquelles vous avez fait précédemment allusion.

FB : Les motivations « négatives » sont des explications qui mettent l'accent sur le sentiment des djihadistes d'être « globalement rejetés », sentiment qui alimenterait leur propre « rejet global » de la société dans laquelle ils ont grandi. Parmi ces djihadistes, une minorité souffre habituellement d'échec sur le plan socio-économique ou de problèmes d'adaptation à la vie adulte, qui sont souvent spécifiquement liés à la difficulté d'être d'origine maghrébine ou « musulmane » dans un pays d'Europe.

Autrement dit, le départ pour la Syrie de nombreux djihadistes français est une réaction politique à des stigmatisa-

tions individuelles ou collectives : ségrégation à l'éducation, ségrégation à l'emploi, discrimination de la part de la police ou de la justice, etc. Cependant – et de cela on parle moins – les inégalités relèvent également d'un manque de représentation politique, et ce, à deux niveaux. Que le système de la représentation électorale ne réponde pas aux attentes est une évidence au vu des statistiques, mais il faut ajouter à cela des restrictions systématiques plus pernicieuses à la liberté d'expression, en particulier dans les médias. Ces tendances sont par ailleurs aggravées par le fait que les médias mettent en avant des « figures officielles » de l'Islam qui sont particulièrement peu représentatives.

Ce double mécanisme de domination politique remonte à l'époque coloniale. Les populations assujetties ont dans un premier temps été réduites au silence, avant d'acquiescer un sentiment illusoire d'appartenance nationale par le biais de prétendus représentants qui ont accepté les termes de la domination coloniale. Il y a vingt ans, en 1995, à l'époque de la guerre civile algérienne, j'ai interviewé de jeunes musulmans français qui ont résumé dans ces termes les difficultés de la « coexistence » dans un tel environnement discriminatoire : « Quand à la télévision, ils parlent de l'Algérie, de la Palestine ou de l'Islam, on est obligés de zapper ! Et croyez-moi, monsieur, à force de zapper, on a mal au doigt ! ». Cette répulsion systématique à l'encontre des immigrés et de leurs descendants se manifeste parfois de manière plus flagrante, par des crachats ou par d'autres formes d'agression dirigées contre les femmes – épouses ou sœurs – qui portent le voile.

SH : Et que pouvez-vous nous dire de l'attrait « positif » de l'EI ?

FB : Le besoin pour certains citoyens de rompre avec le monde qui refuse de reconnaître leurs aspirations s'accompagne nécessairement de motivations plus positives. Même chez des musulmans parfaitement intégrés économiquement et socialement, il existe des motivations qui parfois s'ajoutent ou simplement se substituent aux motivations négatives, pour déclencher un engagement radical, d'abord dans le conflit syrien, puis dans ses prolongements internationaux. Historiquement, l'engagement djihadiste procède de l'expression d'une solidarité idéologique ou confessionnelle transnationale. Parmi les principales raisons invoquées, beaucoup de candidats au djihad évoquent la volonté d'aider leurs « frères » de religion qui, selon eux – ce qui est dans une certaine mesure compréhensible – ont été abandonnés par l'Occident et sont massacrés à coup d'explosifs largués par les hélicoptères de Bachar Al-Assad. Dans l'histoire européenne, de telles solidarités infra-étatiques transnationales ne sont pas une exception. Je pense par exemple à l'élan de solidarité en faveur des Républicains espagnols en 1936, qui a été à l'origine de la formation des « Brigades internationales » dont ont fait partie plusieurs Français célèbres. Ou à Régis Debray (ancien chargé

de mission auprès du Président François Mitterrand), qui a rejoint les rangs du mouvement de la guérilla bolivienne. Et l'on entend peu parler des centaines de chrétiens, pour beaucoup des Français, qui ont combattu aux côtés des phalangistes dans la guerre civile au Liban. Il faudrait par ailleurs évoquer le cas des citoyens français qui partent pour s'enrôler dans l'armée israélienne, quand bien même celle-ci agit en dehors du cadre de la légalité internationale dans les territoires occupés.

Mais, par delà l'expression d'une solidarité de type humanitaire, je crois que l'EI tire une bonne partie de son pouvoir d'attraction du fait qu'il incarne une utopie, une sorte de « Sunnistan » libre, qui n'est pas sans rappeler ce que l'Iran de Khomeini offrait aux chiites – un lieu (du moins du point de vue de l'EI) où les musulmans peuvent vivre leur religion telle qu'ils l'interprètent, sans les obstacles rencontrés dans leur pays d'origine. De plus, c'est là un monde où les victimes de l'islamophobie peuvent être défendues par les armes si besoin est, et surtout riposter, sur un pied d'égalité, à la violence militaire des bombes ou à la violence symbolique des caricatures.

Les rapports officiels ne prennent pas en compte ce contexte général. Les interprétations des attaques du 7 janvier à Paris se sont limitées trop systématiquement aux

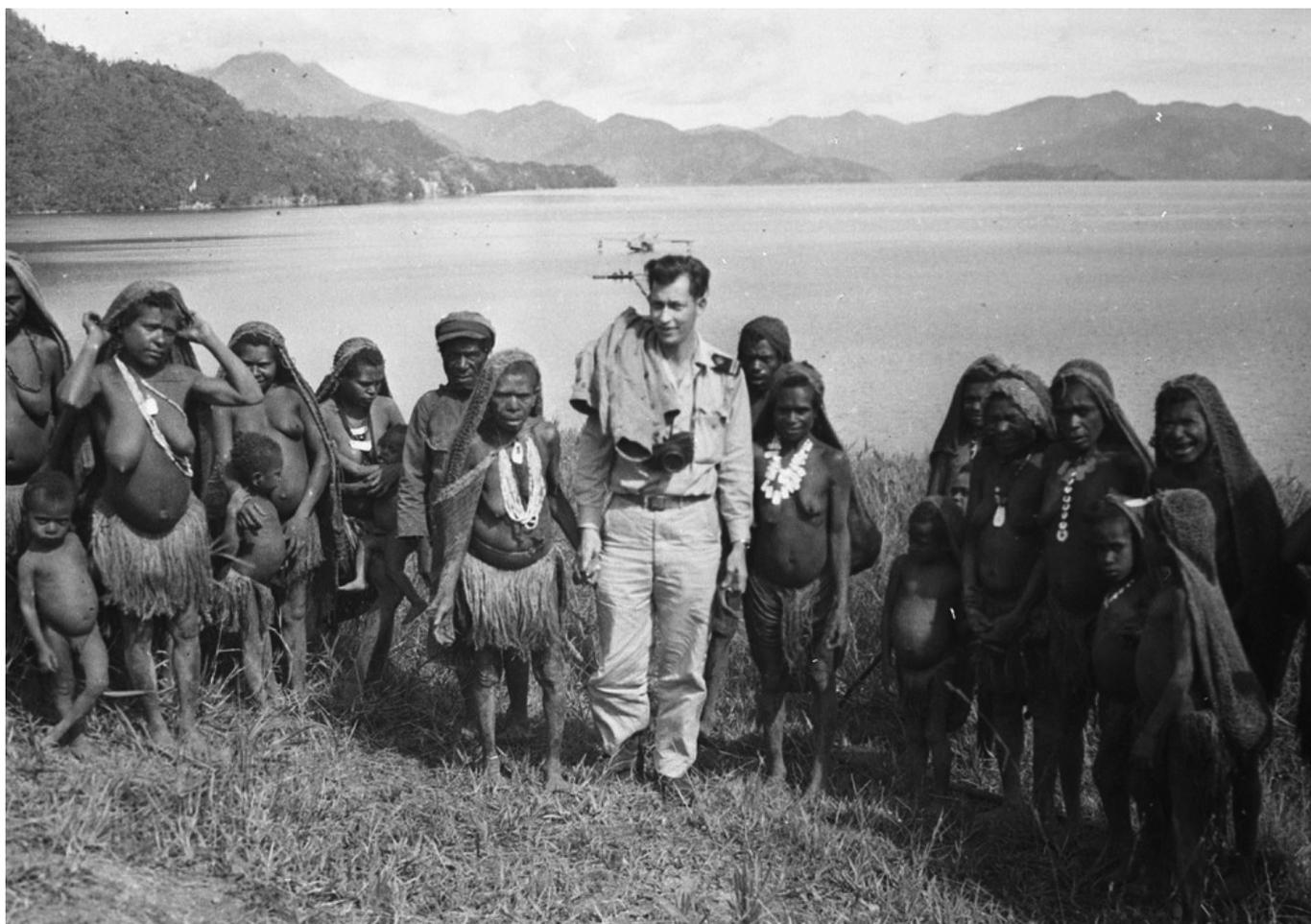
seules victimes des tirs de kalashnikov des « terroristes », alors même que gouvernements et médias ont passé sous silence les victimes des F-16 israéliens, des avions Rafale français ou des drones américains. C'est pourquoi il faut faire un « zoom arrière », pour mieux prendre en considération la dimension spatio-temporelle plus générale de cette confrontation. Pour comprendre comment les émotions négatives peuvent mener au radicalisme, il nous faut donc situer leur dynamique dans une perspective internationale et historique. C'est alors, et alors seulement, qu'on réalise à quel point elles correspondent à de profondes fractures politiques qui remontent à l'époque coloniale. Ces fractures ont été récemment accentuées par la politique unilatérale menée par la France, directement (au Mali ou en Irak) ou au travers d'alliances avec des pays tiers comme Israël (à Gaza) ou les États-Unis (au Yémen).

Il n'y aurait pas eu les attentats de Paris sans ces conflits et ces conquêtes qui les ont précédés, qui sont pourtant systématiquement absents d'« analyses » qui pour la plupart s'appuient uniquement sur des variables sociologiques. Permettez-moi cette conclusion : 15 ans après les attaques du 11 septembre, qu'est-ce que cette sociologie nous a appris sur de telles attaques ? Je serais tenté de dire : pratiquement rien. ■

Toute correspondance est à adresser à François Burgat
<francoisburgat73@gmail.com> et Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>

> Sociologie et anthropologie, un étrange duo

Jan Breman, Université d'Amsterdam (Pays-Bas)



J. V. de Bruyn, anthropologue officiel du gouvernement en Nouvelle-Guinée hollandaise. Collections du Musée national d'Ethnologie de Leyde, Pays-Bas.

Au début du XX^e siècle, le père fondateur des sciences sociales aux Pays-Bas a établi une ligne de partage entre la sociologie et l'anthropologie. Tandis que l'anthropologie s'appliquerait à l'étude des peuples « les moins avancés », la sociologie examinerait plus particulièrement l'organisation sociale des sociétés « les plus avancées » – qui se trouvaient toutes situées en Occident. Mais cette distinction s'est vite avérée beaucoup trop simpliste.

Dès le XVII^e siècle, les Pays-Bas avaient bâti un empire colonial ; gouverner des territoires d'outre-mer exigeait une certaine connaissance des structures sociales et de la culture des populations concernées. Pour les individus qui appartenaient à de grandes sociétés instruites et fortement hiérarchisées comme celles des Indes orientales,

>>

on employait le terme d'« autochtones » plutôt que celui d'« aborigènes » – un terme réservé aux petites tribus isolées et sans structure étatique qui se déplaçaient d'un endroit à l'autre, comme nos ancêtres primitifs. L'idée initiale selon laquelle les colonies devaient servir l'intérêt de la métropole – et qui avait permis de justifier l'exploitation – devait être reformulée. C'est ainsi que le colonialisme a commencé à être présenté comme une mission civilisatrice.

Au début du XX^e siècle, on justifia la domination étrangère sous couvert d'apporter le progrès aux colonies mises sous « tutelle » ; la fameuse thèse de la mise en valeur promettait d'apporter de la valeur là où il n'y en avait pas. Le rôle du sociologue colonial néerlandais pouvait être assimilé à celui de l'anthropologue du gouvernement britannique dans l'Afrique coloniale : évaluer pour le compte du gouvernement l'efficacité de sa politique, ou le conseiller sur les moyens de contenir le succès grandissant du mouvement islamiste, l'aider à identifier les responsables des révoltes sociales ou encore – et c'était la question qui obsédait les agents de la politique coloniale – à ce que les paysans javanais intègrent l'esprit du capitalisme. La mission civilisatrice proclamait que « les autochtones sont au stade où nous étions autrefois ; ils ne manqueront pas d'arriver au stade où nous

sommes aujourd'hui ». Afin de réaliser cette promesse d'une transformation par imitation, il fallait couper la masse des colonisés de leur passé et de leur identité, et les faire passer pour des peuples qui n'ont pas d'histoire.

L'homme blanc a-t-il été libéré de cette mission à partir du moment où les luttes pour l'indépendance ont mis un terme à la domination coloniale au milieu du XX^e siècle ? Au prétexte que tout le savoir scientifique accumulé sur les us et coutumes autochtones dans ces terres éloignées ne devait pas être perdu, les responsables politiques néerlandais de l'époque ont autorisé un certain nombre d'universités – au premier rang desquelles figurent celles de Leyde et d'Amsterdam – à créer des chaires et proposer des cursus de ce qu'on qualifiait alors de sociologie « non occidentale », consacrée à l'étude des sociétés complexes des anciennes colonies. C'était là une bien curieuse appellation, qui désignait ce que ces sociétés n'étaient pas mais pourraient devenir si elles suivaient une trajectoire dite de transition. Perçue comme une discipline à part entière, la « sociologie non occidentale » se situait entre, d'un côté, l'anthropologie (consacrée à l'étude des sociétés tribales de contrées comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou le Surinam), et de l'autre, la sociologie (occidentale). Propre aux Pays-



Lors de la première expédition en Nouvelle-Guinée en 1906, un Néerlandais tend la main à une femme papoue qui la regarde sans comprendre. Collections du Musée national d'Ethnologie de Leyde, Pays-Bas.

Bas, cette « discipline » était surtout révélatrice d'un esprit de chapelle en opposition avec l'esprit universaliste mis en avant par des penseurs comme Weber, Tönnies ou Durkheim.

Cette approche centrée sur l'Occident a permis aux professionnels de la sociologie de tourner le dos à ce qu'on en vint à considérer comme le tiers-monde, pour se limiter à étudier la société « moderne » des pays du Nord. La mission civilisatrice s'est pourtant poursuivie à l'époque postcoloniale, au travers d'une volonté affichée d'aider les pays « sous-développés » dans leurs efforts pour rattraper les « grandes » nations. À l'appellation mal choisie de « non occidentale » – qui revenait à englober sous une même catégorie des cultures et des peuples fort différents – a succédé une qualification plus flatteuse visant à promouvoir le développement là où il n'avait pas réussi à voir le jour – dans les pays du Sud global –, et qui a donné naissance à une sociologie du développement consacrée à l'analyse des conditions dans lesquelles le « reste du monde », où habite la majorité de la population mondiale, réaliserait son passage – considéré comme une évolution positive – d'un mode de vie agro-rural à un mode de vie urbain et industriel.

Pendant ce temps, le domaine de l'anthropologie avait lui aussi évolué. « Nos ancêtres vivants », ces peuples semblables à nos ancêtres, n'étaient plus. Lorsqu'ils n'ont pas été décimés sur les terres éloignées d'Australie, d'Asie, d'Afrique ou des Amériques au moment où s'est engagée la marche vers le progrès, ils ont été intégrés dans des formations étatiques plus vastes, perdant ainsi l'autonomie qu'ils s'étaient efforcés de conserver. Mais les anthropologues, dont les méthodes de recherche différent de celles des sociologues, sont partis et ont trouvé d'autres sites où pratiquer ce qu'ils appelaient leur « travail de terrain », aux côtés des personnes qu'ils étudiaient, afin de mieux se familiariser avec leurs modes de vie et de pensée.

Mais comment tracer la ligne de partage entre anthropologie et sociologie ? Le professeur d'anthropologie que j'avais à l'Université d'Amsterdam quand j'ai choisi de me consacrer aux études asiatiques à la fin des années 50, suggérait que l'anthropologie s'intéresse à la tradition, tandis que la modernité soit le domaine de la sociologie. Dès le départ, il est apparu que cette ligne de partage

constituait une impasse pour la bonne raison qu'il était impossible de déterminer les éléments distinctifs de part et d'autre de celle-ci. Pour une discipline comme pour l'autre, la recherche essentielle reste de savoir pourquoi, comment et avec quelles conséquences les processus de changement évoluent. Toutes deux ont pour objet de traiter de la relation entre passé et présent, plutôt que de figer le contraste qui oppose tradition et modernité.

Quand j'ai été nommé en 1987 professeur de sociologie comparative à l'université où j'avais fait mes études – je ne voulais pas d'une chaire d'« études non occidentales » ou de « sociologie du développement » – j'ai créé en collaboration avec un autre sociologue confirmé l'École de Recherche en Sciences sociales d'Amsterdam (ASSR, en anglais), qui proposait un programme de doctorat visant à rapprocher sociologie, anthropologie et histoire sociale afin d'encourager les recherches sur la dynamique de la mondialisation dans une perspective historique. Malgré de bons résultats, nous n'avons réussi à convaincre ni l'organisme national de financement de la recherche ni le conseil d'administration de l'Université d'Amsterdam d'apporter les fonds nécessaires à ce programme d'études. Faute de soutien, l'ASSR a été progressivement abandonnée avant d'être restructurée sous le nom d'Institut pour la Recherche en Sciences sociales d'Amsterdam (AISSR). Nos enseignants sont répartis entre deux départements, l'un de sociologie et l'autre d'anthropologie, chacun conservant son propre profil scientifique.

Le duo classique formé par la sociologie et l'anthropologie s'est-il à nouveau désagrégé ? Dans l'ensemble, oui, l'une s'intéressant plus particulièrement à « l'Occident » (*the West*) et l'autre au « reste du monde » (*the Rest*), suivant la nouvelle formule employée pour parler des sociétés et pays « plus » et « moins » avancés. Si cette nouvelle scission prête à confusion à bien des égards, c'est surtout parce que la distinction sociétale et géopolitique entre peloton de tête et retardataires a encore moins de sens aujourd'hui qu'elle n'en avait par le passé. Le chemin consacré de la transformation, qui indiquait comment les nations les moins développées allaient rattraper les nations développées, est obsolète. À bien des égards, « le Reste » ne suit pas l'Occident – et qui sait si la direction et le rythme du changement ne vont pas finalement se faire en sens inverse ? ■

Toute correspondance est à adresser à Jan Breman <J.C.Breman@uva.nl>

> L'apport autrichien à la sociologie publique

Rudolf Richter, Université de Vienne (Autriche), et président du Comité local d'Organisation du III^e Forum de Sociologie de l'ISA de 2016 à Vienne



| Usine textile à Marienthal. Archives historiques de la Sociologie en Autriche, Université de Graz.

« **L**es avènements que nous voulons : La sociologie mondiale et les luttes pour un monde meilleur », tel est le thème du III^e Forum de l'ISA qui a été présenté par son président, Markus Schulz. Vienne, qui a été choisie pour accueillir ce Forum, est un lieu approprié pour ce thème, la sociologie autrichienne ayant toujours cherché à associer dimension scientifique et engagement social.

Dans les années 1930, après que les folles années 20 ont pansé les plaies de la Première Guerre mondiale, la Grande Dépression a frappé de plein fouet la société autrichienne. En collaboration avec le statisticien Hans Zeisel, Marie Jahoda et Paul Lazarsfeld ont réalisé leur célèbre « étude de Marienthal », dans laquelle ils analysaient les effets du chômage de masse dans le bourg de Marienthal après la fermeture d'une usine. Dans son introduction à la première édition allemande, Marie Jahoda exposait dans cet ordre ses intentions et celles de ses collaborateurs : en premier lieu, contribuer à résoudre le problème du chômage à Marienthal, et en second lieu, offrir une analyse objective d'une situation sociétale. Ces intentions continuent aujourd'hui de guider la sociologie autrichienne,

avec de façon systématique des tentatives pour traiter les problèmes sociaux sur une base scientifique.

Dans la préface à une édition postérieure, Paul Lazarsfeld faisait observer que leur équipe de chercheurs avait par ailleurs cherché à développer dans l'enquête de Marienthal de nouvelles méthodes : ainsi, ils ont mesuré la vitesse à laquelle marchaient les habitants, distribué des fiches horaires, demandé aux élèves de consigner par écrit leurs souhaits, utilisé des données statistiques de la bibliothèque municipale sur les livres empruntés, et demandé aux ménages de tenir le registre de leurs repas.

En relation avec le thème du Forum, il convient d'observer que les auteurs de l'étude de Marienthal n'ont pas porté de jugements de valeur sur l'avenir, ni inventé des avènements alternatifs. Mais leur enquête offre un modèle de la façon dont on peut « lutter pour un monde meilleur », en apportant une meilleure compréhension du problème social à résoudre. En montrant les conséquences du chômage aussi bien au niveau des individus que de la société, cette étude analyse dans le détail la destruction des modes de vie et le chemin de la résignation. La description

>>



Hommage à Marie Jahoda, Hans Zeisel, Paul Lazarsfeld et Lotte Schenk-Danzinger au Musée de Marienthal.
Archives historiques de la Sociologie en Autriche, Université de Graz.

détaillée de cette question de société rend flagrante la responsabilité des dirigeants politiques.

La communauté scientifique de Vienne a également été influencée par un autre groupe, le Cercle de Vienne. Rudolf Carnap, aux côtés d'autres tenants du positivisme logique, dont le statisticien Otto Neurath, ont joué un rôle important dans la diffusion des connaissances sociologiques auprès du public – ce qui constitue un mode opératoire courant pour la sociologie autrichienne. Avec l'artiste Gert Arntz, Neurath a inventé les statistiques picturales et fondé le Musée socio-économique de Vienne (Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseum, qui existe encore aujourd'hui) afin de diffuser les statistiques sociales auprès du public.

Mais le positivisme logique du Cercle de Vienne n'est que l'un des fils conducteurs de la sociologie autrichienne. Le rationalisme critique de Karl Popper a ouvert une nouvelle perspective. Son célèbre ouvrage *La société ouverte et ses ennemis* est une critique radicale des sociétés « fermées » du bloc communiste. Si l'on fait abstraction de certains coups d'éclat du livre, l'argument politique de Popper est très clair : les sociétés doivent aborder l'avenir dans un esprit d'ouverture, mais toutes doivent avoir, et auront, une histoire. Toute tentative pour fermer les sociétés aux influences extérieures et pour construire un monde idéal – aussi charitable que soit l'intention sous-jacente – conduit au totalitarisme. Ce n'est certainement pas là l'un des « avènements que nous voulons ».

Les deux guerres mondiales qui ont marqué le XX^e siècle ont eu un impact considérable sur la science autrichienne et celle d'Europe centrale et de l'Est. Après la Seconde Guerre mondiale, la sociologie autrichienne est partie de zéro, et il faudra attendre les années 1960 pour qu'un département de sociologie voit le jour à l'Université de Vienne. Au début, la plupart des sociologues ont consacré leurs recherches à des problèmes sociaux comme le logement en milieu urbain, la situation des jeunes et les relations intergénérationnelles. Des sociologues autrichiens

ont mené des recherches et dirigé des enquêtes pour le compte du gouvernement, sur des questions relatives à la famille et aux soins dans une société vieillissante. À partir des années 70, ils ont été plus nombreux à consacrer leurs travaux aux problèmes migratoires et à conseiller de nouvelles approches aux dirigeants politiques. L'analyse socio-structurelle des inégalités et celle de la stratification sociale ont constitué des domaines de recherche privilégiés. Aujourd'hui, les analyses sociologiques continuent de susciter beaucoup d'intérêt parmi l'opinion publique et font souvent l'objet de débats dans la presse.

Au cours des dernières décennies, ce qui a sans doute constitué une caractéristique fondamentale de la sociologie autrichienne a été son attachement général à étudier les problèmes sociaux en appliquant de manière systématique des méthodes sociologiques ayant une base scientifique. Je pense qu'à l'avenir, la sociologie autrichienne restera fidèle à cette tradition, comme en témoigne le blog du Forum de l'ISA : <http://isaforum2016.univie.ac.at/blog/>.

Combiner savoir scientifique et influence sociale soulève des questions qui sont étroitement liées au thème de ce III^e Forum : *Quels avènements souhaitons-nous ? Et comment peut-on lutter pour les réaliser ?*

Je commencerai par la seconde question : *Comment lutte-t-on ?* Personnellement, je pense que les sociologues doivent lutter en tant que sociologues : de manière systématique, scientifique, analytique, et guidés par « l'intérêt émancipateur » autrefois invoqué par Jürgen Habermas. Pour les sociologues, les luttes pour un monde meilleur doivent aller de pair avec des luttes pour améliorer les méthodes et les théories sociologiques, dans l'objectif de mieux comprendre les problèmes sociaux.

Ceci nous amène à la première question : *Quels avènements voulons-nous ?* Si nous pouvons sans difficulté nommer les problèmes de la société actuelle – les vastes inégalités, et les disparités d'accès aux ressources, pour n'en mentionner que deux –, il serait en revanche dangereux de dresser le tableau d'un avenir idéal libéré de ces problèmes. Les sociétés idéales sont toujours totalitaires, en particulier lorsqu'un groupe de personnes – y compris de sociologues – affirme détenir la vérité.

Plutôt que de s'interroger sur des avènements déterminés, peut-être les sociologues devraient-ils affirmer, ainsi que Karl Popper aurait pu le faire, que nous voulons des avènements qui soient ouverts aux changements et des sociétés qui aient une continuité historique. ■

Toute correspondance est à adresser à Rudolf Richter
<rudolf.richter@univie.ac.at>

> États-Unis et Cuba, la difficile réconciliation

Luis E. Rumbaut, Cuban American Alliance, Washington (États-Unis) et **Rubén G. Rumbaut**, Université de Californie, Irvine (États-Unis)



Qu'est-il advenu de la révolution cubaine ? La statue de José Martí fait face à l'image de Che Guevara sur la Place de la Révolution de La Havane.

Lors d'un discours de 13 minutes en décembre dernier, le Président Barack Obama a qualifié d'« échec » les 53 années de politique américaine visant à étrangler l'économie cubaine. Les États-Unis – ou tout du moins son pouvoir exécutif – étaient prêts à ouvrir une nouvelle voie, en rétablissant les relations diplomatiques afin que les deux pays deviennent de bons voisins et de bons partenaires commerciaux. Pour paraphraser José Martí, héros national cubain et grand intellectuel de la fin du XIX^e siècle, les négociations devaient être engagées discrètement, sachant que des intérêts soli-

dement ancrés pouvaient faire échouer les pourparlers de paix avant même qu'ils n'aient commencé.

Ces intérêts étaient soudainement qualifiés de particularistes et d'égoïstes. Le danger de la contre-révolution apparaissait dérisoire à côté de la menace que représentait pour les entreprises américaines l'implantation à Cuba d'entreprises en provenance du monde entier, en particulier dans le secteur du tourisme. Les opportunités ne manquaient pas : dans l'agriculture, l'élevage, l'industrie légère, les machines-outils, les biens de consommation,

>>



Les présidents Raúl Castro et Barack Obama échangent une poignée de main au Sommet des Amériques d'avril 2015.

le bâtiment, l'habitat et les transports, voire dans les joint-ventures du secteur de la biomédecine high-tech.

Aujourd'hui, petites et grandes entreprises soutiennent la position du Président. À la faveur de lois devenues plus laxistes, les gens sont de plus en plus nombreux à voyager d'un pays à l'autre. De plus en plus d'immigrés et de visiteurs cubains tiennent désormais pour acquis de pouvoir voyager librement entre Miami et La Havane. À Miami, les tenants de la ligne dure sont aujourd'hui presque aussi âgés que Fidel et Raúl, et une nouvelle génération, qui n'a pas connu la perte de ressources du début de la révolution, est en train de prendre le relais. Aujourd'hui, la nouvelle politique des pouvoirs publics prend l'allure d'une vague irrésistible. Mais, si les possibilités sont considérables, les complications qui jalonnent la voie vers la normalisation ne le sont pas moins. Le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays n'est que la première étape.

> Le modèle cubain actualisé

Il y a plusieurs années, avant l'annonce faite par Obama, le débat avait déjà été engagé à Cuba sur la nécessité d'une nouvelle politique économique. Au terme de ces délibérations, des directives détaillées avaient été élaborées, concernant notamment la concession de terres en friche, la légalisation des petites entreprises, de nouvelles formes d'autonomie pour les entreprises d'État, et le soutien aux coopératives agricoles et non agricoles.

Il ne fait pas de doute que Cuba doit parvenir de manière effective à produire plus de denrées alimentaires, en substituant aux produits importés des denrées alimentaires produites sur l'île. Petits agriculteurs et petites coopératives, qui constituent un secteur vital de l'économie cubaine, devraient voir leurs revenus augmenter, en suscitant une demande de la part des nouvelles industries urbaines. Avec des services mieux développés et des salaires en hausse, les habitants bénéficieront de conditions matérielles bien meilleures. Mais si telle est la prévision, les résultats sont pour l'heure inégaux. Une multitude de

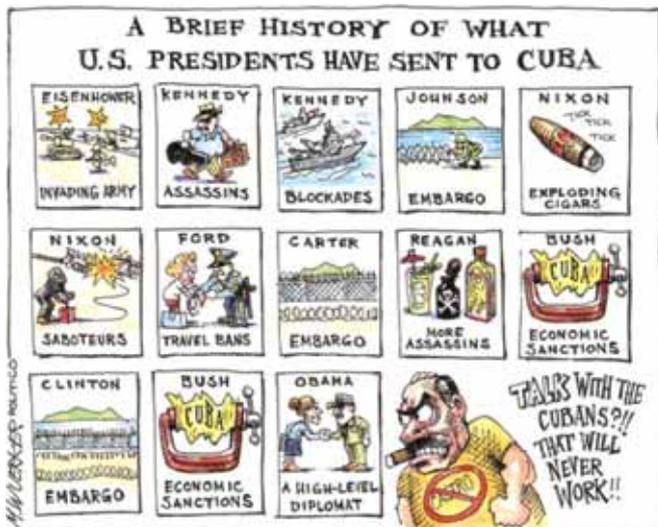
facteurs compliquent la situation, comme les insuffisances en termes de moyens de production agricoles de base, de transports fiables entre les campagnes et les villes, d'équipements de réfrigération pour les produits alimentaires, de quantité de caisses et de sacs disponibles, de machines agricoles et de carburant et de bien d'autres améliorations à apporter dans un système entravé de longue date par des infrastructures déficientes.

Les entrepreneurs cubains manquent souvent d'efficacité, faute de compétences dans des domaines comme la gestion d'entreprise, la sous-traitance et la comptabilité générale, qui sont importants non seulement pour la santé financière des entreprises mais aussi pour le recouvrement des impôts – un enjeu relativement nouveau à Cuba à un moment où l'État perd de ses prérogatives et où le secteur privé se développe. Le secteur étatique – qui restera dominant, en particulier dans la filière du sucre, le tourisme, les mines, le pétrole et les raffineries, la santé, la biomédecine, l'éducation, les chemins de fer et le transport aérien – doit lui aussi améliorer sa productivité. Cuba doit faire face à deux nouveaux défis : la nécessité de consolider les monnaies nationales (peso et peso convertible) et le vieillissement de sa population.

Pour ce qui concerne la monnaie, il s'agit d'une revendication de longue date du peuple cubain. Le gouvernement évolue progressivement, et commence à admettre que pour les citoyens qui actuellement utilisent surtout le peso non convertible, la monnaie convertible, plus forte, pourrait bien être trop chère. L'afflux de dollars et de biens en provenance de l'étranger – en particulier du sud de la Floride – affecte plus ou moins les ménages selon qu'ils ont ou non de la famille qui les aide depuis l'étranger.

Le vieillissement de la population cubaine n'est pas un cas à part, mais il s'accompagne de difficultés particulières. Les progrès de la médecine cubaine font que la population vit plus longtemps qu'il y a quelques dizaines d'années ; mais l'émigration des jeunes diplômés, tout comme l'urbanisation croissante, pose problème. La baisse du nombre de jeunes travailleurs affectent en particulier les nouveaux plans d'utilisation des sols : le secteur agricole a en effet besoin de jeunes, notamment de personnes formées en agronomie, en gestion des sols, en marketing et dans d'autres domaines connexes. Entre le recensement de 2002 et celui de 2012, la population cubaine a diminué pour la première fois depuis la guerre d'indépendance [qui l'opposa à l'Espagne au XIX^e siècle]. Cette diminution est due à un faible taux de fécondité et à l'émigration : au cours de ces dix années, plus de 330.000 Cubains ont obtenu le statut de résident permanent aux États-Unis.

Au moment où les nouveaux plans économiques de Cuba impliquent de prendre des initiatives pour augmenter la productivité agricole, de nouvelles petites entreprises, l'amélioration de la gestion des entreprises d'État, le nou-



« Ce que les présidents des États-Unis ont apporté à Cuba », par M. Wuerker. Publié dans POLITICO.

veau port de Mariel, un tourisme ouvert (et potentiellement massif) en provenance des États-Unis ainsi qu'un commerce plus libre avec tous les pays, devraient également contribuer à assurer une nouvelle prospérité.

> La continuité des intérêts américains

Le changement de politique opéré par les États-Unis ne s'explique pas par un soudain élan de générosité mais par de plus vastes enjeux. Les choses ont beaucoup changé dans la région, notamment avec le succès d'organisations comme ALBA-TCP, Unasur et Celac – des organisations auxquelles les États-Unis ne sont pas associés, ce qui représente un changement radical par rapport au passé, lorsque toute organisation interaméricaine se devait d'accorder une place d'honneur aux États-Unis. Au même moment, la Russie et surtout la Chine, font des percées en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'insistance des États-Unis auprès de leurs alliés traditionnels afin qu'ils adhèrent à leur position sur Cuba n'a guère été appréciée. L'an dernier à l'ONU, seul Israël a voté en faveur du maintien de l'embargo. Les États-Unis n'arrivaient pas à venir à bout de Cuba. Au contraire, Cuba jouissait du respect et de la gratitude de nombreux pays dans le monde. Cuba a gagné la bataille, même si la paix n'est pas assurée.

D'une manière ou d'une autre, les États-Unis vont vraisemblablement poursuivre leur objectif de faire de Cuba une île néolibérale sous leur dépendance. Cette prédiction est valable quelque soit le parti ou le Président au pouvoir à Washington, y compris si les entreprises américaines devaient trouver des opportunités commerciales rentables sans une telle politique étrangère.

> Les élections de 2016 et 2018

Que nous réserve l'avenir ? Le mandat d'Obama s'achèvera en 2016. Les Républicains sont en mesure de gagner la Maison-Blanche ainsi que les deux chambres du Congrès. Il se peut qu'ils obtiennent la Maison-Blanche ; la plupart de leurs candidats actuels à la présidence adhèrent à l'idée d'un changement de régime à Cuba comme à une promesse qui n'a pas été tenue. Les Démocrates ont parmi eux des partisans de la ligne dure au Congrès ; leur candidate favorite à la présidentielle, néolibérale convaincue et adepte du *soft power*, a déclaré qu'avec elle l'Amérique latine et les Caraïbes redeviendraient ce qu'elles étaient durant les années de présidence de son mari, avant l'élection de Hugo Chávez au Venezuela. La loi fédérale qui autorise l'embargo ne peut être abolie qu'à une majorité de votes de la Chambre des représentants et du Sénat.

En 2018, Cuba devrait avoir un nouveau Président, très vraisemblablement l'actuel premier Vice-Président, Miguel Díaz-Canel. Il sera chargé de diriger la nouvelle économie ainsi que la nouvelle société. M. Díaz-Canel a déclaré que Cuba restera socialiste, même si les forces du marché disposent d'un espace pour se développer et si une nouvelle classe d'entrepreneurs renforce sa position.

De nombreux pays espèrent une réconciliation entre la superpuissance et l'île rebelle. C'est possible. Les nouvelles orientations – politiques, aux États-Unis, et économiques, à Cuba – sont favorables au commencement d'une ère de relations qui soient avantageuses pour les deux parties, mais 55 années de différends ne s'oublient pas si vite.

En attendant, une chose est sûre : les États-Unis et Cuba resteront séparés par une distance de moins de 150 kilomètres. ■

Toute correspondance est à adresser à Rubén G. Rumbaut <rumbaut@uci.edu> et Luis Rumbaut <luch10@earthlink.net>

> Racisme et Révolution

Interview de Norberto Mesa Carbonell

Depuis 1959, la révolution cubaine s'efforce de promouvoir l'égalité raciale. Dans un pays où l'esclavage n'a été aboli qu'en 1886, la révolution a donné à beaucoup de Cubains noirs la possibilité d'accéder pour la première fois à la terre et à l'éducation, grâce à une politique égalitaire universelle et à un engagement explicite à éliminer la discrimination raciale. Même les voix critiques font valoir que si Cuba est loin d'être une démocratie raciale, le pays a fait plus que toute autre société pour éradiquer les inégalités raciales.

Mais depuis l'instauration de la « période spéciale » au début des années 90, les ressources ont été considérablement réduites. Les réformes dans le sens de l'économie de marché ont été engagées au prix d'une augmentation des inégalités, qui ont souvent un rapport avec la couleur de la peau, et les tensions raciales ont sensiblement augmenté. Pour lutter contre cette tendance, des artistes et intellectuels noirs engagés dans la sphère publique ont développé une communauté très dynamique d'activistes antiracistes, liée en partie à la branche cubaine de l'ARAAC (Articulation Régionale des Afro-descendants d'Amérique latine et des Caraïbes), soutenue par le gouvernement.

C'est à l'occasion d'un des événements organisé par l'ARAAC que Luisa Steur a fait la connaissance de **Norberto Mesa Carbonell** – un Noir d'une soixantaine d'années, qui conserve intacte sa passion pour la politique. L'entretien qui suit est constitué d'extraits de plusieurs longues interviews réalisées fin 2014 et début 2015 par Luisa Steur, qui mène des recherches sur Cuba à l'Université de Copenhague. Une version plus longue est disponible sur *Global Express* <http://isa-global-dialogue.net/?p=4222>



| Norberto Mesa Carbonell.

LS : Norberto, parlez-nous un peu de vous.

NMC : Sur le plan politique, je suis un cas compliqué. L'une des premières grandes campagnes révolutionnaires a été la Campagne cubaine pour l'Alphabétisation, en 1961. J'étais tout juste âgé de dix ans quand j'ai commencé à apprendre à d'autres à lire et à écrire ! En 1963, l'année où l'ouragan Flora a dévasté l'île, j'avais 13 ans et je faisais partie d'une brigade qui récoltait le café dans la province d'Oriente. En mai 1966, il y a eu une grande mobilisation militaire, et je n'avais pas encore 16 ans lorsque je me suis retrouvé derrière les canons, à attendre l'arrivée des navires américains ! Cela pour dire que j'ai grandi avec la révolution. Et puis je lisais beaucoup. J'étais un leader de mon groupe de travail, j'y avais organisé une cellule du parti.

>>

La révolution a occupé une grande place dans ma vie. Mais il s'est passé quelque chose en 1980 qui m'a décidé à quitter le parti. Pendant l'épisode de « l'exode de Mariel », beaucoup de gens pauvres, beaucoup de Noirs, ont quitté Cuba pour fuir la misère. Nous étions censés les considérer comme des traîtres, et leur jeter des œufs. Je me suis retrouvé dans un meeting où un jeune camarade a été critiqué parce qu'il refusait de participer à cette persécution... et il a été exclu ! En sortant du meeting, j'ai pensé, si mon frère partait dans l'un de ces bateaux, et que les gens voulaient le traiter comme cela, comme la lie de la société, il leur faudrait d'abord s'attaquer à moi. C'est alors que j'ai décidé d'envoyer une lettre pour demander ma démission. C'était une affaire de conscience.

La révolution a accompli beaucoup de bonnes choses, y compris pour les Noirs. C'est pour cette raison que je continue à en appeler aux institutions gouvernementales, en envoyant des lettres publiques ; à la différence d'autres dissidents politiques, je continue à avoir une opinion positive de ces institutions. Et je reste un révolutionnaire selon la définition de Fidel. La majorité des Noirs sont du côté de la révolution – ce qui est logique, étant donné tout ce que la révolution a apporté aux Noirs. Mais cela ne veut pas dire que nous devrions être éternellement « reconnaissants ».

C'est ainsi qu'au début des années 90, alors que les inégalités devenaient de plus en plus importantes, y compris les inégalités raciales, nous avons créé la *Cofradía de la Negritud* (Confrérie de la Négritude) pour lutter contre la discrimination raciale. La *Cofradía* dérange parce qu'on ne peut pas étiqueter ses membres comme dissidents politiques. Notre intervention s'inscrit dans le cadre du discours socialiste, même si nous adoptons une position critique : simplement, nous voulons un socialisme exempt de discrimination raciale ! À travers notre combat, nous demandons au Parti communiste d'affronter le problème du racisme à Cuba. Tant que le parti ne commencera pas à s'intéresser explicitement à ce problème, toutes les autres institutions hésiteront à agir.

LS : Quels sont les principaux problèmes liés au racisme qui se posent aujourd'hui à Cuba ? En avez-vous vous-même fait l'expérience ?

NMC : Les organisations regroupant les Noirs ont souvent été réprimées sous le prétexte qu'elles étaient « racistes ». Les Noirs ont eu peu de possibilités de se forger une identité positive. En témoigne par exemple l'expression *adelantar* (aller de l'avant), utilisée lorsqu'une personne noire se marie avec une personne blanche, autrement dit se débarasse de sa négritude ! Le fait que la blancheur soit perçue comme un idéal limite le niveau d'identification des Noirs avec leur condition raciale. Il est par conséquent plus difficile aujourd'hui d'affronter les grands problèmes raciaux, qui font que les Noirs sont exclus des emplois bien payés.

J'en ai moi-même fait l'expérience. J'ai travaillé pendant des années à la Marina Hemingway. En 1997, un de mes voisins est devenu le responsable des magasins de la marina. Alors je lui ai demandé s'il y avait du travail pour moi – après tout, nous étions du même village et nous avons travaillé ensemble dans le passé. Et puis j'avais déjà travaillé à la réception d'hôtels internationaux, et je parlais anglais. Alors il m'a dit « Norberto, je vais t'aider, mais écoute, qu'est-ce que c'est que cette histoire de travailler à la réception ou dans les magasins ? Ce n'est pas possible. Je vais te faire travailler dans un entrepôt *parce que, ici à la Marina Hemingway, les Noirs ne peuvent pas travailler en contact avec le public* ». Et c'était là quelqu'un qui avait été un leader du parti ! J'avais besoin de travailler donc je lui ai dit « Ah, oui, l'entrepôt, pourquoi pas... ».

Au bout d'un certain temps, j'ai appris qu'on cherchait des portiers et je me suis débrouillé pour obtenir un poste. Nous étions cinq – deux qui bénéficiaient de soutiens haut placés, et moi-même et deux autres, tous les trois des Noirs, qui avions fait des études d'anglais. Mais qui a été prié de se recycler lorsque l'hôtel n'a plus eu besoin d'autant de portiers ? Bien entendu, nous trois les Noirs, qui parlions pourtant anglais ! J'ai été envoyé en formation pour devenir agent de sécurité. Je me souviens quand je suis entré sur les lieux. Les Noirs sont peu nombreux dans le secteur touristique, mais là où l'on envoyait se recycler les effectifs en trop, il y avait plus de 60% de Noirs !

Mais la situation s'est aggravée : j'ai été renvoyé, de façon parfaitement illégale. Je me suis plaint auprès du syndicat mais il ne s'est rien passé. Alors j'ai décidé de porter plainte pour violation du droit à l'égalité, édicté dans le code pénal. J'ai commencé par m'adresser à un bureau d'avocats ; de là, j'ai été envoyé vers le Bureau municipal du Procureur, qui m'a redirigé vers le commissariat. Je me souviens d'avoir expliqué à la fonctionnaire qui m'a reçu que je voulais déposer une plainte pour violation du droit à l'égalité. Elle m'a regardé l'air abasourdi : « violation du droit à l'égalité ? » « Oui, *compañera*, je souhaite accuser le directeur de l'hôtel de discrimination raciale ! » Elle est restée interloquée. Son supérieur a enregistré ma plainte, après quoi une enquête a été ouverte ! L'hôtel était en effervescence : l'agent de police chargé de l'enquête a pris son rôle au sérieux, et le directeur de l'hôtel a été muté dans un autre hôtel. Mais au bout du compte j'ai reçu un courrier du procureur me communiquant que l'objet de ma plainte ne constituait pas un délit pénal et qu'aucun recours n'était donc possible. Et l'affaire s'est terminée là.

Quand j'ai appris que l'agence Cubatur recrutait des guides touristiques, je me suis précipité : avec mon expérience dans l'hôtellerie et mon anglais, j'étais parfaitement qualifié ! Mais on m'a dit que le responsable n'était pas là, et de revenir le lendemain. Le troisième jour, j'attendais toujours d'être reçu par le responsable quand deux jeunes Blancs sont apparus,



« Agua blanca, agua negra » [eau blanche, eau noire] : Inscrite sur des réservoirs d'eau du Callejón de Hamel dans le centre de La Havane, cette formule ambiguë sur la place du racisme aujourd'hui à Cuba, relève d'une initiative artistique collective pour la reconnaissance de la culture afro-cubaine. Photo de Luisa Steur.

qui parlaient justement du poste auquel j'aspirais. Et tout d'un coup le responsable était là. Quand j'ai voulu me joindre à eux, on m'a dit que tous les postes étaient déjà pourvus.

Le problème se pose pour tous les meilleurs emplois à Cuba. J'ai travaillé presque toute ma vie comme généticien dans l'une des entreprises laitières les plus avancées de Cuba, où étaient élevées des vaches de la race Hosltein. Au début, quand j'assistais à des meetings de haut niveau où je remarquais que la plupart des personnes présentes étaient blanches, je n'y prêtai pas plus attention que ça. Aujourd'hui je suis beaucoup plus attentif. Trop souvent, j'ai vu des Noirs, qualifiés pour l'emploi, être remplacés par des Blancs. C'est ce qui est arrivé dans la prestigieuse entreprise biopharmaceutique dans laquelle j'ai eu mon dernier emploi : on essayait de se débarrasser de tous les travailleurs noirs qualifiés, et a fortiori de quelqu'un comme moi, en raison de mon activisme. Beaucoup de mes collègues noirs victimes de harcèlement au travail, sont partis. J'ai finalement opté pour une retraite anticipée.

L'an dernier, notre association a adressé une lettre ouverte à la Centrale des Travailleurs de Cuba [CTC, syndicat

unique] pour l'exhorter à dénoncer ce racisme, et qu'ont-ils fait ? Rien. Nous avons besoin que le parti prenne les devants et reconnaisse l'existence de ce problème. Tant que cela ne sera pas le cas, aucune autre organisation de la société civile n'en parlera. « Construire un socialisme prospère et durable », tel est le mot d'ordre actuel. Prospère et durable, certes, mais qu'en est-il du racisme ? Toutes ces nouvelles réformes économiques, qui attirent les investisseurs étrangers et favorisent le développement du *cuentalpropismo* [le travail à son compte], ne feront que creuser d'autant plus les inégalités raciales dans le pays.

LS : Le problème économique du racisme à Cuba concerne-t-il essentiellement les travailleurs noirs les plus qualifiés et les mieux formés ?

NMC : Le principal problème du racisme à Cuba est la pauvreté. Beaucoup de jeunes Noirs ne peuvent pas aller à l'université. Au lieu de faire des études, beaucoup prennent des petits jobs simplement pour subvenir aux besoins de leur famille. Comment se fait-il que le pays fasse venir près d'un millier de jeunes Pakistanais pour qu'ils fassent leurs études de médecine à Cuba, aux frais du gouvernement, alors que 5000 jeunes Cubains pauvres

>>

qui ne peuvent pas se payer leurs études ne reçoivent pas d'aides ? Cette révolution était censée être celle « des pauvres, pour les pauvres » et pourtant aujourd'hui seules les familles qui en ont les moyens peuvent envoyer leurs enfants faire des études ?

Vous savez, à Cuba il y a des milliers d'hectares de terres qui sont à l'abandon parce que les gens ne veulent pas travailler la terre. En même temps, on a tous ces gens qui ont émigré en ville et qui ne trouvent pas d'habitat décent pour vivre. Je serais d'avis de chercher des familles noires disposées à s'installer à la campagne et à mettre en place une communauté agricole. Bien sûr, il leur faudrait des aides, des moyens de production, un tracteur, etc. Pourquoi ne pas demander à des ONG d'apporter leur aide financière ? Bien sûr il faudrait pour cela que l'État leur concède la propriété de ces terres. Aujourd'hui, des terres sont vendues ici et là, alors pourquoi pas ? Au XIX^e siècle, il y avait à Cuba un certain nombre d'exploitations agricoles qui appartenaient à des Noirs affranchis, en particulier dans la Province d'Oriente. Beaucoup de Noirs affranchis ont participé à la Guerre d'Indépendance [contre l'Espagne], en abandonnant leurs fermes pour rejoindre l'Armée de Libération. Mais des sociétés nord-américaines ont racheté leurs terres parce que les titres de propriété n'avaient pas été officiellement enregistrés. Qu'est-il advenu de ces Noirs ? Ils étaient bien sûr prêts à se rebeller. Pour réclamer leurs terres, beaucoup ont participé à la révolte de 1912 dans la province orientale, sous la direction du Parti indépendant de Couleur. Beaucoup sont morts dans la répression qui a suivi.

C'est pourquoi aujourd'hui ce programme de réinstallation est une question de justice historique – ce serait en effet un geste fort pour le gouvernement que de donner ces terres à ces gens-là. Cela devrait être prévu pour les personnes qui le souhaitent – un programme de justice historique pour les familles noires, mais aussi, pourquoi pas, ouvert aux Blancs qui souhaiteraient y participer. Mais pour les Noirs, cela constitue l'une des rares possibilités d'améliorer leurs conditions matérielles.

LS : Vous-même, comment vous débrouillez-vous aujourd'hui ? Où trouvez-vous les ressources nécessaires pour organiser les activités de la Cofradía ?

NMC : Je touche une retraite payée en pesos, l'équivalent de quelques dollars, et ce n'est pas facile. Et je travaille comme gardien de nuit pour un homme riche, pour 30 dollars par mois. C'est dur de s'organiser avec aussi peu de moyens – la moindre des choses c'est d'offrir un repas à ceux qui viennent nous voir de loin. Parfois, il nous faut reporter des réunions simplement faute de moyens et parce que nous sommes tous trop occupés à *luchar* [lutter, pour joindre les deux bouts]. Mais au moins les gens savent que nous faisons ce que nous faisons par conviction, et non pour d'autres motivations. Et nous allons continuer, cela ne fait pas de doute. Je n'arrive pas à m'imaginer que mes petits-enfants puissent rencontrer les mêmes problèmes que j'ai rencontrés voire, ce qui serait *pire*, revenir à la situation qui était la nôtre avant la révolution. ■

Toute correspondance est à adresser à Luisa Steur <luisasteur@yahoo.co.uk> et Norberto Mesa Carbonell <nmesacarbonell@gmail.com>

> Coups de balai à La Havane¹

Luisa Steur, Université de Copenhague (Danemark)



Camion-poubelle dans le centre-ville de La Havane. Photo de Luisa Steur.

Le 17 décembre 2014, le jour où Obama a annoncé que les États-Unis et Cuba allaient rétablir des relations entre les deux pays, reste un jour mémorable à La Havane. Juan, ancien boxeur reconverti en balayeur des rues et *muy fidelista* (très loyal envers Fidel), apprend la nouvelle sur le téléviseur à moitié cassé qu'il a trouvé un jour dans les poubelles et installé dans le petit bureau du service de voirie de ce quartier du centre de La Havane. Au moment où il apprend, à partir de fragments du discours de Raúl Castro, que l'ensemble des « Cinq Héros » cubains [agents condamnés à de lourdes peines aux États-Unis] sont désormais libres, l'émotion l'envahit : les revendications, relayées depuis tant d'années dans toute l'île par le biais de manifestations et de fresques murales, ont finalement été satisfaites. Mais lorsque je le retrouve le soir occupé à sa *lucha* quotidienne [sa lutte pour joindre les deux bouts], fouillant les ordures à la recherche de canettes pour pouvoir les revendre en échange d'un peu

d'argent, une discussion plus prosaïque vient de s'engager entre lui et ses camarades de travail : les « héros » vont-ils vraiment recevoir à leur retour à Cuba leurs arriérés de salaire pour toutes les années qu'ils ont passées en prison ? Et même une voiture et une maison ? Juan observe d'un ton quelque peu convenu qu'aucune somme ne peut compenser ce que ces hommes ont pu endurer dans les prisons *yankees*, mais son commentaire ne recueille que le silence perplexe de ses camarades de travail.

Mari, la voisine de Juan, regarde sur la télévision à écran plat de son employeuse les nouvelles d'une chaîne illégale de Miami. L'émission montre la douleur de la fille d'un pilote américain abattu par l'armée cubaine après qu'un des « Cinq Héros » a informé les autorités cubaines de ce que la fille qualifie d'« intervention humanitaire » mais que Cuba considère comme une « attaque terroriste ». L'employeuse de Mari est propriétaire d'une maison qu'elle

>>

loue à des touristes, où Mari est en charge du ménage. Elle presse Mari de reprendre le travail. « Cette *chica* », grommelle l'employeuse, « ne rêve que de partir travailler au Mexique – elle n'a aucune idée de ce que c'est de travailler vraiment, sous un régime *capitaliste* ». Au moment où son employeuse s'en va, Mari rétorque d'un air de défi « Cette sale bonne femme – j'aimerais bien voir ce qu'elle ferait sans moi : si les touristes viennent dans sa maison, c'est uniquement grâce à moi ! ». Avant d'ajouter, optimiste, qu'avec toutes ces nouvelles, plus besoin d'aller au Mexique : à coup sûr, l'économie cubaine va à nouveau prospérer, il y aura plus de touristes, l'avenir sera meilleur.

Mais la vie sera-t-elle *vraiment* meilleure pour des gens comme Juan et Mari ? Comme beaucoup de Cubains, ils partent du principe que le changement sera bénéfique. Pour eux, une ouverture de l'économie, cela veut dire que les dollars vont commencer à affluer ; la population retrouvera les niveaux de vie d'avant 1989, quand les cartes de rationnement assuraient à tous une alimentation suffisante et que les citoyens cubains avaient accès à un généreux système de santé et à des possibilités de formation. Rares sont ceux qui envisagent la possibilité que le 17 décembre 2014 puisse marquer pour Cuba le début d'une voie *postsocialiste*, caractérisée par des privatisations, une marchandisation, une transformation de l'État ou une augmentation des inégalités.

Prenons l'exemple de Juan : avec son travail de balayeur municipal, il gagne environ 800 pesos par mois (quelques 32 dollars) – davantage que ses propres chefs dans la même entreprise. Mais parmi ses chefs, beaucoup ont investi dans l'immobilier pour ensuite louer aux touristes (pour une moyenne de 30 dollars la nuit en pesos convertibles) ; ils entretiennent leurs réseaux de contact à l'étranger et transforment leurs prérogatives au sein de la structure en opportunités exploitables au niveau du marché. Pour Juan, le seul espoir de gagner un peu d'argent supplémentaire pour arrondir ses fins de mois se résume à récupérer des canettes dans son chariot à ordures bringuebalant, et à se faire payer par des voisins pour effectuer le nettoyage en diverses occasions. Sa carte de rationnement ne couvre que les denrées de base – ni légumes, ni viande, ni le lait dont il a besoin pour lutter contre un ulcère chronique. Bien qu'il vive à La Havane depuis dix ans, il n'y est toujours pas recensé. Sans une ordonnance d'un médecin, il est obligé d'acheter l'oméprazole sur le marché noir. Il est d'autant plus angoissé que la rumeur court que les services municipaux gérés par l'État vont être transformés en « coopératives », un processus qui pourrait se traduire par une augmentation des salaires mais aussi par le licenciement de travailleurs – dont Juan pourrait faire partie.

Au moins, Mari est officiellement recensée et dispose de suffisamment de liquidités pour continuer à faire fonctionner les différents rouages des services socialistes au bénéfice de sa famille. Mais comme elle est une *cuenta-*

propista (elle travaille à son compte) – une catégorie en expansion à Cuba – ses revenus ne dépassent pas les 40 dollars par mois et elle n'a droit ni à la sécurité sociale, ni aux allocations, ni à la retraite. Son employeuse, qui refuse de la déclarer, paye des pots-de-vin aux inspecteurs du travail puis ponctionne ces sommes sur la paie de Mari, par conséquent réduite à zéro, ce qui la rend entièrement dépendante des pourboires que laissent les touristes. Mari et son employeuse ne sont pas d'accord sur ce qui attire les touristes dans la maison, mais la négociation ne se fait manifestement pas sur un pied d'égalité : même avec l'aide des pourboires, Mari gagne tout au plus 25 dollars par semaine, tandis que son employeuse encaisse jusqu'à 50 dollars par nuitée. Mari vit dans la précarité, et craint de vieillir sans avoir pu s'assurer une retraite décente ni des économies.

Ces histoires rappellent malheureusement le vécu des populations d'Europe de l'Est au moment de la chute du socialisme, lorsque les « coopératives » nouvellement créées ont laissé sans ressources de nombreux travailleurs tandis que d'anciens responsables de l'appareil d'État, défenseurs enthousiastes de la privatisation, convertissaient leurs prérogatives au sein de la structure en (quasi) droits de propriété. À Cuba, une classe urbaine de koulaks en pleine expansion – formée par les propriétaires qui tirent avantage du tourisme et des opérations immobilières – va vraisemblablement œuvrer pour obtenir une poursuite de la dérégulation, des garanties sur leurs titres de propriété, une taxation réduite, dans tous les cas des mesures qui se feraient au détriment des travailleurs les plus pauvres et qui pourraient bien achever de démanteler les filets de sécurité socialistes.

Certes, Cuba n'est pas l'Europe de l'Est. Le socialisme cubain s'est construit à partir d'une révolution réelle, soutenue par la population, longtemps attendue et patiemment préparée, et non à partir d'une occupation soviétique. Le socialisme et la révolution sont des réalités autochtones à Cuba, dont témoigne le sentiment de fierté des travailleurs aussi bien que le bouillonnant *savoir-vivre* socialiste et populiste qui caractérise le centre-ville de La Havane. Dans une conjoncture internationale en pleine mutation, Cuba pourrait éventuellement s'engager sur une voie *néo-socialiste* plutôt que *postsocialiste* – quoique, pour que cela arrive, il faudrait sans doute commencer par reconnaître les risques que pourraient comporter une trajectoire *postsocialiste*, et en débattre publiquement. ■

Toute correspondance est à adresser à Luisa Steur <luisasteur@yahoo.co.uk>

¹ J'ai mené entre septembre 2014 et janvier 2015 à La Havane des travaux sur le terrain, en collaboration avec le Centre cubain de recherche culturelle Juan Marinello. Je tiens à remercier les participants au « Séminaire international d'anthropologie socio-culturelle » que j'y ai coorganisé du 9 au 12 janvier 2015, ainsi que les invités de la Commission sur les Transformations globales et l'Anthropologie marxiste de l'IUAES (Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques) pour leurs informations que j'ai pu utiliser dans cet article. Les travailleurs qui figurent dans l'article apparaissent sous des pseudonymes et ont été partiellement fictionnalisés.

> Mouvement des tournesols et sociologie taiwanaise en lutte

Ming-sho Ho, Université Nationale de Taiwan (Taiwan)



Le mouvement des tournesols a posé la question du rôle de la sociologie taiwanaise dans la vie publique.

Afin de protester contre un vaste accord de libre-échange avec la Chine, les étudiants de Taiwan ont pris d'assaut le Parlement le soir du 18 mars 2014, prélude inattendu à une occupation de 24 jours qui débouchera sur une crise politique. Ce qu'on a appelé le « mouvement des tournesols » a en partie inspiré et a souvent été mis en parallèle avec la « révolution des parapluies » de Hong-Kong qui se produira six mois plus tard. Ce fut sans doute l'épisode de contestation collective le plus important et le plus long de l'histoire de Taiwan, où l'activisme est en forte augmentation depuis que le parti conservateur du Kuomintang a été en 2008 de nouveau élu à la tête du pays. En fin de compte, le mouvement des tournesols a pris fin de manière pacifique, avec l'interruption du processus législatif devant conduire à l'accord controversé de libre-échange.

Taiwan n'a pas de tradition de désobéissance civile, et sa culture politique d'ordinaire conservatrice ne constitue pas un terrain favorable aux protestations radicales. Pourtant, le mouvement des tournesols a bénéficié d'un soutien populaire considérable et ce pour au moins trois

raisons concomitantes : premièrement, il a cherché à défendre des procédures démocratiques, en réclamant davantage de transparence et de contrôle sur les négociations internationales ; deuxièmement, il a protesté contre le libre-échange ; et troisièmement, il a témoigné d'une mobilisation nationaliste contre la Chine. Il y a même dans cette protestation inhabituelle contre le régime des éléments d'une protection sociale de type polanyien, dans la mesure où les ambitions territoriales de la République populaire de Chine à Taiwan sont désormais formulées en termes d'« encouragement aux échanges économiques de part et d'autre du détroit » – un échange généralement perçu comme devant favoriser les grandes entreprises aux dépens des salariés et de la démocratie.

La communauté des sociologues de Taiwan – aussi bien les professeurs que les étudiants – s'est fortement impliquée dans ce mouvement de protestation sans précédent. En réponse à l'appel des leaders du mouvement en faveur d'un boycott des cours dans tout le pays, les départements de sociologie des universités de Tsing Hua, de Taipei et de Sun Yat-sen ont suspendu leurs cours, défiant par là leurs

>>

instances dirigeantes et le Ministère de l'Éducation. De nombreux sociologues ont tenu des *teach-in* aux alentours du Parlement assiégé et sur les campus. Expérimentant la démocratie délibérative avec les manifestants, un certain nombre d'étudiants et de professeurs ont participé à des séances de réflexion commune sur des sujets comme le libre-échange ou l'emploi des jeunes. Des étudiants en sociologie ont campé dans le parlement assiégé, aussi bien Chen Wei-ting, leader charismatique du mouvement des tournesols affilié à l'Université de Tsing Hua, que des bénévoles et participants anonymes. Après un vote en ligne organisé par les dirigeants de l'Association taiwanaise de Sociologie (TSA) et qui a fait l'unanimité, celle-ci a publié le 25 mars 2014 une déclaration de soutien au mouvement des tournesols. Puis en novembre, en signe de reconnaissance de l'activisme étudiant, la TSA a invité l'étudiant Wei Yang, activiste qui a joué un rôle central dans le mouvement, à prononcer le discours inaugural lors de son assemblée annuelle.

Certes, parmi les sociologues taiwanais, une minorité de voix dissidentes ont désapprouvé l'implication des enseignants dans le mouvement. Au moment de la publication dans le bulletin d'information de la TSA d'un texte argumentant contre la participation politique sous prétexte de « neutralité », la réplique des partisans de la participation a été d'organiser un débat sur la pertinence de ce concept webérien à notre époque. Or ce débat sur la mission et le rôle public de la sociologie a surtout démontré la santé et la vitalité de notre discipline.

L'engagement fortement médiatisé de la communauté sociologique de Taiwan a naturellement provoqué une réaction très hostile des conservateurs. Un député du Kuo-mintang a ainsi accusé les sociologues de « ne rien faire d'autre qu'inciter les étudiants à descendre dans la rue », en demandant au ministre de l'Éducation de surveiller les départements de sociologie des universités publiques. Une telle diffamation a suscité une réaction immédiate, et de nombreux étudiants et professeurs ont rédigé des tribunes libres pour défendre l'esprit critique de la sociologie – une occasion rare d'affirmer publiquement l'importance de la

discipline. La vague de protestations par téléphone qui a visé les départements de sociologie a été une épreuve particulièrement désagréable, car la plupart des interlocuteurs refusaient de s'identifier et utilisaient un langage agressif, ce qui a donné au personnel administratif le sentiment d'être harcelé. Le département de sociologie de l'Université de Sun Yat-Sen a reçu l'appel d'un parent qui s'est identifié et a condamné la décision des professeurs de suspendre leurs cours au motif qu'ils compromettaient par là l'avenir de sa fille censée obtenir son master trois mois plus tard. (En réalité, le département en question était de création récente et ne comptait pas d'étudiants de quatrième année au moment des protestations).

Dans l'ensemble, les répercussions immédiates du mouvement des tournesols sur la sociologie taiwanaise sont certainement bénéfiques. Avec nos séances de formation, notre démocratie délibérative, nos tribunes libres, notre discipline a gagné en visibilité. Parmi les étudiants qui ont participé au mouvement, de plus en plus s'intéressent désormais à la sociologie, une discipline dont les outils conceptuels sont jugés bien adaptés pour étudier comment le pouvoir est conservé, exercé et contesté dans les sociétés contemporaines. En 2015, les demandes d'inscription en master de sociologie à l'Université nationale de Taïwan ont doublé, et nombre de candidats ont évoqué l'expérience vécue pendant l'épisode du mouvement des tournesols comme principale motivation pour se spécialiser en sociologie.

Bien qu'on ne puisse pas savoir l'impact à long terme du mouvement des tournesols, l'expérience passée peut servir d'indicateur. En 1990, le « mouvement des lys sauvages » engagé avec succès par les étudiants en faveur de la démocratie, a apporté du sang neuf à notre discipline. Plusieurs anciens activistes qui étaient à l'époque étudiants sont maintenant des sociologues de profession, et c'est leur travail comme enseignants et chercheurs qui a donné à la sociologie taiwanaise son caractère engagé. Le moment venu, la génération des tournesols ne manquera pas de remodeler à son tour les contours de notre discipline. ■

Toute correspondance est à adresser à Ming-sho Ho <mingshoho@gmail.com>

> Mouvement des travailleurs et mouvement de défense de l'environnement

Hwa-Jen Liu, Université nationale de Taïwan (Taïwan), et trésorier du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44)



Manifestation anti-nucléaire à Taïwan le 30 avril 2011, à la suite de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Photo de Hwa-Jen Liu.

Le 13 novembre 1970, Jeon Tae-il, ouvrier sud-coréen de l'industrie textile, organise une manifestation qui rassemble une dizaine de travailleurs pour protester contre des conditions de travail épouvantables et revendiquer « des journées de travail de 9 heures, et 4 jours de congé par mois ». Puis, alors que la confrontation touche à sa fin, Jeon s'immole par le feu en criant « Nous ne sommes pas des machines ! Appliquez le code du travail ! ». L'auto-immolation de Jeon et les luttes qui ont suivi ont marqué le début d'un mouvement syndical démocratique dans le pays tout en faisant apparaître les profonds conflits qui opposent capital et travailleurs dans le contexte du plan de développement orchestré par la junte militaire.

Quatre mois plus tôt, à Taïwan, 95 agriculteurs ont réclamé une compensation financière et la délocalisation d'une usine de transformation de denrées alimentaires qui avait déchargé des rejets liquides toxiques dans le système d'irrigation local, endommageant leurs cultures pendant deux années consécutives. Cet épisode, de même que les 64 pétitions similaires, piquets de grève et confrontations qui ont eu lieu la même année, a caractérisé le premier pic de mobilisation contre la pollution à Taïwan, qui avait pour but d'infléchir l'expansion industrielle incontrôlée encouragée par un État développementaliste.

Ni l'action de protestation de Jeon ni les revendications des agriculteurs taïwanais n'étaient des incidents isolés,

>>



En Corée du Sud le 13 novembre 2003, à l'occasion d'un mouvement de grève nationale, les manifestants rendent hommage à deux travailleurs qui se sont suicidés.

Photo de Hwa-Jen Liu.

ce qui nous amène à nous poser la question suivante. Des causes similaires – héritage colonial, régime autoritaire et industrialisation rapide – sont à l'origine dans les deux pays de conditions de travail très dures et d'une dégradation de l'environnement. Toutefois, les mouvements qui en sont issus ont évolué dans des directions fort différentes. Bien que le mouvement des travailleurs en Corée et le mouvement de défense de l'environnement à Taïwan aient commencé à prendre forme au même moment, il faudra encore une dizaine d'années avant que la dégradation de l'environnement en Corée et les souffrances au travail à Taïwan suscitent un même niveau d'émotion parmi la population. Étant donné les similarités structurelles entre Taïwan et la Corée, comment se fait-il que l'enchaînement des mouvements de travailleurs et de défense de l'environnement ne se déroule pas dans le même sens dans les deux pays ?

La réponse se trouve dans la réalisation et les limites de deux types de pouvoir d'un mouvement – ce qui définit pour chaque mouvement sa capacité à influencer sur le monde – dans le contexte d'États développementalistes et d'économies dominées par les entreprises. L'influence des syndicats de travailleurs repose sur le rôle essentiel des travailleurs au sein du système de production et de prestation de services. En ne fournissant pas leur force de travail, les travailleurs empêchent les capitalistes de réaliser du profit. En revanche, les mouvements de défense de l'environnement ne disposent d'aucun levier organisationnel mais dépendent de leur capacité à rallier l'opinion publique à une nouvelle idéologie, fondée sur la revendication d'œuvrer en faveur du bien commun et universel.

Bien que la Corée et Taïwan étaient dans les années 80 tous deux des régimes autoritaires, chacun des deux pays a cependant adopté des stratégies différentes face aux mouvements sociaux : l'État coréen a pratiqué une répression brutale, tandis que l'État taïwanais a adopté une habile politique d'intégration. Ces différentes stratégies ont réussi à contenir le mouvement de défense de l'environnement en Corée et le mouvement des travailleurs à Taïwan, mais le mouvement des travailleurs en Corée a trouvé le moyen de faire face à la répression tout comme les agriculteurs taïwanais ont su résister aux tentatives de ralliement.

Lorsqu'en Corée, les travailleurs ont été durement réprimés et leurs revendications ignorées, les syndicalistes ont trouvé des failles leur permettant de renforcer les infrastructures organisationnelles et d'établir une solidarité entre les travailleurs. La répression ne les a pas empêchés de continuer à exercer leur influence. De même, lorsque le tout-puissant gouvernement taïwanais s'est montré incapable de résoudre les problèmes liés à la pollution incontrôlée, victimes de la pollution et défenseurs de l'environnement ont appris à adresser leurs requêtes à de plus hautes instances administratives, en poursuivant des actions revendicatives et en défendant leur cause devant qui voulait bien les écouter, y compris par le canal des médias. Cela a permis de diffuser à grande échelle leurs idées sur l'environnement et d'accumuler progressivement un pouvoir idéologique. Paradoxalement, bien que le contexte politique puisse encore empêcher les mouvements d'avoir, en particulier au début, une issue favorable, il a néanmoins favorisé certains types de stratégies. Ainsi le mouvement des travailleurs coréen a renforcé son pouvoir d'intervention tandis que le mouvement de défense de l'environnement taïwanais a développé sa capacité d'influence idéologique, et par là, l'émergence rapide de différents mouvements.

Une fois que ces deux mouvements d'origine se sont positionnés comme forces d'opposition dominantes, ils ont mis en place des structures nationales susceptibles de doter les mouvements de pouvoir. Le mouvement des travailleurs en Corée a laissé en héritage une forme intransigeante de militantisme et d'auto-organisation, tandis qu'à Taïwan, les défenseurs de l'environnement ont continué à privilégier des stratégies basées sur le pragmatisme, la négociation politique et le compromis. Les mouvements qui sont apparus par la suite – un mouvement de défense de l'environnement sur le modèle du mouvement des travailleurs en Corée, et un mouvement des travailleurs sur le modèle du mouvement de défense de l'environnement à Taïwan – ont emprunté et réagi à ces « modèles d'origine » dans l'élaboration de leur stratégie organisationnelle et culturelle.

Cette comparaison met en lumière deux trajectoires fort distinctes des mouvements dans leurs efforts pour

>>



Grève nationale en Corée du Sud, le 13 novembre 2003.

Photo de Hwa-Jen Liu.

augmenter leur influence. Dans un pays comme dans l'autre, les mouvements de travailleurs ont renforcé leur influence en mobilisant des industries stratégiques comme l'automobile, la pétrochimie, les services postaux et la construction navale ; et dans un pays comme dans l'autre, les mouvements de défense de l'environnement ont renforcé leur pouvoir idéologique en maîtrisant l'art des campagnes de relations publiques et en s'assurant de faire la une des journaux.

Mais le renforcement de leur pouvoir a eu un prix. Le mouvement syndical a été accusé de représenter une « aristocratie ouvrière », ce qui lui a coûté le soutien populaire. Et le soutien de la base s'est trouvé d'autant plus érodé lorsque le capital a délocalisé des usines, éliminé les garanties de travail à long terme et encouragé l'embauche, en fonction des besoins, d'ouvriers immigrés « non syndiqués ».

Pendant ce temps, alors que la protection de l'environnement est désormais entrée dans le débat public, de nouveaux et puissants concurrents ont fait leur apparition dans les deux pays. Organismes publics de protection de l'environnement, sociétés de conseil en environnement et groupes de réflexion privés sont tous intervenus dans les débats sur l'environnement pour s'opposer au monopole des mouvements sur ces questions. Et les mouvements de défense de l'environnement, à Taïwan comme en Corée, ont continué à perdre des batailles face au pouvoir des entreprises, notamment parce qu'ils n'ont pas su intégrer dans leur conception de l'écologie le problème de la survie économique des plus démunis.

Pendant les périodes de crise, les deux mouvements, de travailleurs et de défense de l'environnement, ont cher-

ché à acquérir une autre source de pouvoir susceptible de compenser la perte de leur pouvoir d'origine. Ainsi, les mouvements de travailleurs ont cherché à présenter leurs revendications comme des préoccupations d'intérêt général, tandis que les mouvements de défense de l'environnement ont essayé d'obtenir des moyens de pression plus importants pour contrer la suprématie des entreprises.

C'est également en temps de crise que s'est développée la possibilité d'une véritable alliance entre mouvement de travailleurs et mouvement de défense de l'environnement, chacun des deux mouvements commençant à comprendre et mesurer à la fois les difficultés rencontrées et les expériences acquises par l'autre. Dans les deux pays, le mouvement syndical a démontré sa capacité d'organisation de la base mais aussi sa faiblesse au niveau de la communication, tandis que le mouvement de défense de l'environnement a fait preuve d'un meilleur niveau de communication mais d'un moins bon niveau d'organisation de la base. Chacun des deux types de mouvements possède un ensemble de compétences qui lui sont propres et qui manquent à l'autre.

Cette comparaison croisée des mouvements met en évidence la *complémentarité* mutuelle des mouvements de travailleurs et de défense de l'environnement. En partant de la notion de « pouvoir d'un mouvement » comme ligne directrice pour réorienter les débats sur l'émergence, la progression et la trajectoire des mouvements, les exemples de Taïwan et de la Corée nous permettent d'identifier les fondements d'une alliance entre mouvement de travailleurs et mouvement de défense de l'environnement. Cette comparaison devrait inciter chercheurs et activistes à réexaminer le passé et l'avenir des mouvements de travailleurs et de défense de l'environnement – deux forces qui ont une influence considérable sur la vie en société à l'époque moderne et sur notre vision de l'avenir.¹ ■

Toute correspondance est à adresser à Hwa-Jen Liu
<hjliu@ntu.edu.tw>

¹ On trouvera une analyse plus détaillée dans *Leverage of the Weak: Labor and Environmental Movements in Taiwan and South Korea*, 2015, Minneapolis: University of Minnesota Press.

> De la modernité compressée à la parentalité compressée

Pei-Chia Lan, Université nationale de Taïwan (Taïwan), et membre des Comités de Recherche de l'ISA sur la Famille (RC06) et les Mouvements de travailleurs (RC44)



Parmi les conseils toujours plus nombreux prodigués aux parents de Taïwan, la famille nucléaire est présentée comme la norme idéale, ainsi que l'illustre cette couverture du manuel Happy Family 123 publié par l'administration municipale du Nouveau Taipei.

Taïwan affiche aujourd'hui l'un des taux de fécondité les plus bas du monde. Les parents taïwanais, chargés d'élever des enfants de plus en plus choyés et vulnérables, reçoivent en permanence des avis d'experts – souvent transposés de l'Occident – pour mieux répondre aux besoins et aux émotions de leurs enfants. Comment se fait-il que les parents d'aujourd'hui soient soumis à des pressions accrues, plus angoissés et plus en proie au doute, alors même qu'ils n'ont jamais bénéficié d'autant de ressources culturelles et de services marchands ? Pour tenter de résoudre cette énigme, mes recherches s'appuient sur l'observation en classe, sur l'analyse des discours et sur des entretiens approfondis avec les parents de plus de 50 familles de toutes les catégories socio-économiques.

Le lien entre la façon d'élever ses enfants et les inégalités sociales est depuis longtemps un sujet central en sociologie, mais les analyses souffrent généralement de ce que Andréa Wimmer et Nina Glick Schiller ont qualifié de « nationalisme méthodologique ». Les spécialistes ont tendance à analyser les distinctions de classe dans une société donnée comme une entité d'analyse fermée, sans tenir compte du fait que les sociétés sont faites de relations d'échange qui impliquent une influence des unes sur les autres.

Taïwan offre un terrain de recherche stratégique pour la *sociologie globale*, une conception de la sociologie où l'espace géographique est considéré comme un élément essentiel dans la formation du savoir, et où les théories et concepts de la sociologie eurocentriste sont provincialisés. J'utilise la façon d'éduquer ses enfants comme un exemple empirique de la manière dont la mondialisation influe sur les micro-domaines de la vie en famille et des inégalités de classe. Les discours publics sur l'éducation des enfants ont considérablement changé à Taïwan dans la période de l'après-guerre, au moment où le statut des enfants changeait : auparavant avant tout considérés comme une main-d'œuvre disponible en fonction des besoins du nationalisme militaire, les enfants ont commencé à être considérés comme des corps en bonne santé assujettis à une gouvernance biopolitique. Le rôle des parents a également changé, passant progressivement de celui de gardiens de la discipline imposée aux enfants à celui de récipiendaires des conseils prodigués aux parents.

De nombreux analystes estiment que l'industrialisation, l'urbanisation et la baisse du taux de fécondité sont à l'origine de nouvelles conceptions de l'enfance et de la parentalité, perçues comme plus « modernes » – une approche qui sous-tend que l'expérience de la modernité occidentale serait un modèle universel, et qui ne tient pas compte des inégalités de pouvoir et des particularités culturelles qui existent à travers le monde.

Suivant d'autres conceptions couramment admises, la convergence du statut de parent et du statut de l'enfant à l'échelle mondiale serait une illustration de la « McDonaldisation » qui est à l'œuvre sous l'influence d'un capitalisme global tout-puissant, ou le résultat de la circulation à travers le monde des connaissances scientifiques ayant trait au développement et à l'éducation précoce des enfants. Ces deux interprétations courent le risque de réduire la *mondialisation* à une variable exogène, en négligeant les efforts des sociétés autochtones pour s'appropriier, indigéniser, ou hybrider ces phénomènes globaux.

>>

Le sociologue sud-coréen Chang Kyung-Sup a employé le concept de « modernité compressée » pour décrire une réalité civilisationnelle où les changements économiques, politiques, sociaux et culturels se produisent rapidement, condensant à la fois le temps et l'espace. Dans ces sociétés, différentes composantes issues de multiples civilisations – traditionnelle, moderne et postmoderne avec des éléments autochtones, étrangers et globaux – coexistent, se concurrencent, et s'influencent mutuellement. Je propose le concept de « parentalité compressée » pour décrire l'évolution complexe et parfois contradictoire des pratiques parentales dans le contexte d'une modernité compressée – un modèle qui peut être appliqué à Taïwan de même qu'à beaucoup d'autres pays du Sud global.

Ce concept comprend trois dimensions. Premièrement, le développement économique et politique condensé de Taïwan – notamment une industrialisation et une démocratisation rapides – est à l'origine d'une mobilité intergénérationnelle et d'une société civile pleine de vitalité. Les parents de la classe moyenne déplorent leur propre « enfance perdue » dans un pays qui était alors plus pauvre et autoritaire. Ils sont déterminés à rompre avec les méthodes traditionnelles d'éducation et à offrir à leurs propres enfants plus de bonheur et d'autonomie. Changer les modes d'éducation sous l'influence majeure de la culture américaine devient un marqueur d'identité sociale, qui permet à de nombreux parents de mettre en valeur leur ascension sociale et leur engagement cosmopolite.

Toutefois, les parents taïwanais appartenant à la classe moyenne adoptent certaines orientations particulières pour l'avenir globalisé qu'ils imaginent pour leurs enfants. Il sont nombreux à chercher à « cultiver la compétitivité globale », en envoyant de manière stratégique leurs enfants dans des écoles maternelles de langue anglaise, des écoles élitistes ou en colonie de vacances aux États-Unis, dans l'espoir de cultiver leur capital culturel global.

D'un autre côté, un nombre de plus en plus important de parents poursuivent une stratégie opposée, en accordant la priorité à « l'évolution naturelle » des enfants par rapport à ce qu'ils considèrent être des interventions nuisibles de la part des parents et des institutions. Parmi eux, beaucoup choisissent des méthodes d'enseignement alternatives, adoptent une pédagogie à l'occidentale et abandonnent manuels scolaires et examens.

Abordons maintenant la deuxième dimension de la parentalité compressée. S'il est vrai que ces scénarios culturels sur la fonction de parent sont révélateurs de nouvelles influences mondiales, ils entrent néanmoins souvent en conflit avec la réalité taïwanaise. Par exemple, il est souvent conseillé aux parents de passer du temps à communiquer et à échanger avec leurs enfants, mais au niveau culturel et organisationnel, la plupart des lieux de travail à Taïwan ne favorisent pas la vie de famille. Lorsque les deux parents travaillent, ils doivent faire appel aux activités parascolaires ou aux réseaux familiaux pour assurer

la garde des enfants après l'école. Malgré leur discours de rupture avec l'ancienne génération, ces parents sont obligés de s'appuyer sur les grands-parents qui cohabitent ou habitent à proximité, pour élever ensemble les enfants.

De plus, les parents se retrouvent généralement face à une nette contradiction entre les valeurs qu'ils défendent et le contexte institutionnel global. Même s'ils souhaitent avant tout le bonheur de leurs enfants, ils se font du souci au sujet de la capacité de ces enfants à surmonter la concurrence très vive qui existe pour intégrer les établissements secondaires et universitaires les plus cotés. Souvent, ils s'inquiètent également de savoir si ces enfants de la nouvelle génération, avec leur franc parler et leurs opinions bien arrêtées, sauront s'adapter au monde du travail, sachant que la plupart des entreprises à Taïwan restent marquées par la culture collectiviste et la notion d'autorité hiérarchique.

Enfin, la parentalité compressée présente différentes variantes en fonction de la classe sociale : les parents expérimentent la mondialisation et la modernité compressée de manière inégale en fonction de leur classe sociale. La mondialisation offre plus d'opportunités et de possibilités aux familles qui disposent d'un capital économique et culturel suffisant. Ceux qui n'ont pas les moyens d'évoluer sont voués à être défavorisés et marginalisés.

Au cours des dernières décennies, la sortie de capitaux taïwanais et l'afflux de main-d'œuvre ont particulièrement affecté la sécurité de l'emploi des hommes de la classe ouvrière. Nombre de ceux qui ne trouvent pas de femmes localement, recherchent des épouses à l'étranger, dans le Sud-est asiatique et en Chine, formant un nouveau type de famille globale. De plus, les nouveaux scénarios de parentalité – en particulier l'interdiction des punitions corporelles à la maison, et les attentes en matière de participation des parents à la vie de l'école – posent implicitement comme postulat que les parents ont un emploi du temps flexible et une capacité à communiquer avec leurs enfants. Les parents de la classe ouvrière, les mères immigrées, ainsi que d'autres parents socialement défavorisés, sont de plus en plus exposés à la critique sociale et étiquetés comme « familles à risque ».

La compression temporelle et spatiale aide à expliquer pourquoi la parentalité aujourd'hui à Taïwan est à ce point devenue un projet gratifiant, exigeant et même difficile. Analysées du point de vue de la sociologie globale, les publications occidentales ont tendance à limiter la transformation des discours sur la parentalité à un processus endogène et omettent d'analyser la construction de la famille d'un point de vue historique en liaison avec la culture. Il est nécessaire pour les sociologues de déterminer l'influence du contexte de la mondialisation sur les stratégies parentales d'accumulation du capital, et sur les inégalités qu'il contribue à établir dès l'enfance entre les différentes classes sociales et les différents pays. ■

Toute correspondance est à adresser à Pei-Chia Lan <pclan@ntu.edu.tw>

> Du miracle à l'effondrement

Thung-hong Lin, Academia Sinica (Taïwan), et membre des Comités de Recherche de l'ISA sur la Stratification sociale (RC28) et la Sociologie des désastres (RC39)

Taïwan a connu au cours des 30 dernières années d'importants changements économiques, politiques et sociaux. Cependant, la plupart des études sociologiques sur le pays continuent à ne raconter que l'histoire d'un développement réussi, en attirant traditionnellement l'attention sur :

- un « État développementaliste » fort et rationnel dominé par les technocrates autoritaires du Kuomintang (KMT), qui ont mené à bien une modernisation industrielle grâce à une politique sélective des gagnants ;
- une économie (globalisée) ouvertement orientée à l'exportation et fondée sur une réforme agraire efficace, et une structure industrielle dominée par les petites et moyennes entreprises (PME) ;
- un taux élevé de mobilité ascensionnelle, qui résulte de la multiplication des petites entreprises, du plein emploi et du développement d'une classe moyenne.

D'un point de vue moins positif, il est reconnu que Taïwan est une société patriarcale où la discrimination de genre,

influencée par la culture confucéenne traditionnelle, persiste au niveau des familles, de l'éducation et du marché du travail. Cette description s'achève généralement sur la transition démocratique et pacifique opérée par une classe moyenne modérée (cf. tableau ci-dessous).

Mais depuis 2007, ce récit du « miracle taïwanais » a été remis en question à la suite des crises financières asiatiques et de la Grande Récession. Quand les élites de l'ancien parti autoritaire du KMT sont revenues au pouvoir en 2008, les technocrates ont attribué les turbulences politiques à la démocratie et à la politique pro-indépendante du gouvernement qu'avait dirigé le Parti démocrate progressiste (DPP). Le gouvernement du KMT a poursuivi un programme politique développementaliste plus néolibéral, en encourageant le développement des échanges commerciaux avec la Chine. Depuis mars 2014, quand l'inquiétude de la population concernant l'influence croissante de la Chine s'est manifestée au travers du mouvement étudiant le plus important depuis les années 90, le « paradigme du

Le changement de paradigme sur le développement de Taïwan

	Le paradigme du « miracle »	Le paradigme de l'« effondrement »
État	État autoritaire, indépendant et développementaliste.	État prédateur et corrompu, non tenu de justifier son action jusqu'à la démocratisation.
Économie	Économie tournée vers l'exportation dominée par les PME privées autochtones.	PME tendant à disparaître ; capital monopolistique se déplaçant vers la Chine où les travailleurs migrants sont exploités.
Stratification et mobilité sociales	Création de PME, montée des classes moyennes, forte mobilité sociale et faible taux de chômage.	Désindustrialisation et accroissement des inégalités de classe ; reproduction de classe plutôt que mobilité de classe ; fort taux de chômage des jeunes.
Genre, famille et démographie	Famille patriarcale confucéenne, discrimination de genre dans l'éducation et sur le marché du travail, mariages précoces, faible taux de divorce, mais contrôle des naissances réussi.	Réduction des inégalités de genre ; éclatement des familles : taux de divorce aussi élevé qu'aux États-Unis ; très faible taux de fécondité, vieillissement rapide de la population.
Dynamiques et clivages politiques	Opposition entre le parti étatique autoritaire du KMT et la société civile autochtone ; clivage majeur entre appartenance ethnique et identité nationale.	Progression des valeurs démocratiques, conscience de classe et sentiment d'injustice générationnelle parmi la jeunesse ; mouvement des tournesols contre l'influence de la Chine.



miracle » est contesté dans les débats populaires. Les relations du gouvernement taiwanais avec la Chine ainsi que la tendance du KMT à s'allier avec les grandes entreprises et à négliger les PME locales et la question de l'emploi des jeunes, font notamment l'objet de critiques.

Des études récentes critiquent l'État « développementiste » taiwanais au motif qu'une coalition politique conservatrice et corrompue, à la solde du parti autoritaire du KMT, a écarté les PME dynamiques et la participation politique des Taiwanais. Ces études attirent l'attention sur des critiques similaires concernant le développement économique rapide de la Chine et la « résilience autoritaire » du Parti communiste chinois. Dans le contexte actuel de ralentissement économique, les autorités centrales et locales chinoises paraissent plus prédatrices que développementistes. Si l'on réexamine l'expérience de Taïwan, on pourrait mieux expliquer l'association entre croissance économique et État fort et autoritaire en disant que la première a favorisé le second, et non l'inverse, cependant que les régimes de protection sociale et de citoyenneté de Taïwan ne sont devenus des sujets de préoccupation politique qu'après la démocratisation.

En raison des importants investissements réalisés par les grandes entreprises taiwanaises en Chine depuis le début des années 90, la structure industrielle de Taïwan a été radicalement transformée. La part des PME à l'exportation a baissé de 76% à 18%. Aujourd'hui, 82% des exportations de Taïwan proviennent des grandes entreprises. La domination des PME a été remplacée par le capital monopolistique multinational. Par exemple, le chiffre d'affaires total de la plus grande entreprise du pays, le groupe Hon-Hai (Foxconn) est égal à près de 21% du PIB de Taïwan en 2013 ; et, ainsi que les conflits sociaux chez Foxconn le laissent penser, la concentration du capital taiwanais a tiré profit de l'exploitation des travailleurs migrants sur le territoire chinois et de l'expropriation des terres imposé sous le régime autoritaire du Parti communiste chinois.

Le changement de la structure industrielle taiwanaise a également influé sur la stratification sociale. Dans les années 90, la classe moyenne urbaine était composée d'employés de PME et de travailleurs qualifiés, et la mobilité sociale était par conséquent forte. Mais avec le ralentissement économique, les inégalités de richesse et de revenus se sont accrues, tandis que la mobilité de classe a décliné. Comme dans les autres sociétés post-industrielles, la sécurité de l'emploi a été mise à mal, et les emplois précaires tout comme le nombre de travailleurs pauvres ont augmenté.

La seule bonne nouvelle pourrait être la réduction des inégalités de genre. Les différences hommes/femmes au niveau de l'éducation et des revenus se sont réduites, dans une proportion plus importante que dans les pays est-asiatiques voisins. Cependant, la discrimination sur le marché du travail et dans la sphère familiale ne semble pas

avoir beaucoup changé. D'après certaines recherches, le mariage rendrait les femmes moins heureuses. En fait, les employées taiwanaises ont tendance à éviter le mariage et les grossesses pour conserver leur travail, leur autonomie et leurs revenus, ce qui a conduit à un faible taux de nuptialité, un taux de divorce aussi élevé qu'aux États-Unis, et à l'un des taux de fécondité les plus bas du monde.

Ces changements au plan économique et social ont recomposé le paysage politique taiwanais. Les recherches en sciences politiques se sont généralement surtout intéressées aux conflits entre le parti autoritaire du KMT et la société civile autochtone, mais depuis la transition démocratique des années 90, la croissance des inégalités sociales et l'injustice générationnelle ont entraîné de nouveaux clivages politiques. D'après certaines études électorales, le soutien apporté au DDP provient principalement des cols bleus et des paysans (des hommes dans leur majorité), et d'une jeune génération de Taïwanais aux valeurs plus progressistes.

Depuis 2008, le gouvernement du KMT cherche à stimuler l'économie en coopérant avec le Parti communiste chinois et en encourageant la collaboration entre les grandes entreprises taiwanaises et chinoises. Ce que Jieh-min Wu a appelé la « coalition du capitalisme autoritaire entre gouvernements et monde des affaires de part et d'autre du détroit » est soupçonnée d'avoir pour objectif l'intégration politico-économique de Taïwan et de la Chine au moyen d'un programme de libre-échange. Le gouvernement a promu ce programme en propageant l'idéologie (impulsée par une nostalgie implicite de l'autoritarisme du KMT) néolibérale d'une diffusion de la prospérité aux catégories modestes – un programme qui a accentué les tensions relatives aux vieilles divisions de nationalité, de classe et de génération.

La transformation de Taïwan contredit son image de modèle de développement. Longtemps considérées comme le moteur de la croissance économique du pays, les PME taiwanaises sont en train de disparaître. Les grands hommes d'affaires et les technocrates du KMT, dont les avantages reposaient sur un État fort, sont maintenant devenus les défenseurs du libre-échange et de l'ouverture vers la Chine. Les jeunes Taïwanais sont quant à eux confrontés au chômage, à une mobilité vers le bas, à l'insécurité de l'emploi, à des salaires qui stagnent et des impôts et cotisations sociales qui augmentent. Dans un livre de sociologie qui a créé la surprise en devenant un best-seller qui a inspiré le Mouvement des tournesols, j'avance que ces changements sociaux sont à l'origine d'un important conflit générationnel dont les contours correspondent à une division de classe croissante¹. Loin de notre ancien miracle économique, de jeunes chercheurs plaident désormais en faveur d'un changement de paradigme au sein de la sociologie taiwanaise, pour s'intéresser plus particulièrement à l'effondrement social qui menace notre avenir. ■

Toute correspondance est à adresser à Thung-hong Lin <zoo42@gate.sinica.edu.tw>

¹ Thung-hong Lin et al., *A Generation of Collapse: Crises of Capitalism, Youth Poverty and the Lowest Fertility Rate in Taiwan*. Taipei: Taiwan Labor Front, 2011.

> Généralités et singularités de la sociologie taïwanaise

Mau-kuei Chang, Academia Sinica (Taïwan), et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur le Racisme, le Nationalisme et les Relations ethniques

Il serait impossible de donner un compte rendu complet sur le statut actuel de la sociologie à Taïwan. Au lieu de cela, je propose quelques exemples pour illustrer la façon dont les sociologues « font de la sociologie » à Taïwan. À commencer par la dernière conférence annuelle de l'Association taïwanaise de Sociologie (TSA), qui a eu lieu en novembre 2014. Depuis 20 ans, la conférence annuelle de l'association est devenue un rendez-vous important pour ses membres, qui sont désormais au nombre de 500. L'édition 2014, organisée à l'Université nationale Tsing-hua, a donné lieu à 64 sessions, avec 180 communications sur des sujets allant de l'économie politique aux subjectivités post-modernes, ainsi que des forums sur la région est-asiatique et sur les transformations intervenues en Chine. Des invités d'honneur représentant l'Association japonaise de Sociologie et l'Association coréenne de Sociologie, ainsi que des universitaires chinois en provenance des universités de Hong Kong, étaient également présents à la conférence.

Un des événements les plus marquants du programme de cette édition a été le discours d'ouverture. Rompant avec la tradition, il a été demandé à un jeune étudiant, Yang Wei, de parler de son activisme et de livrer ses réflexions sur le mouvement qui a occupé le Parlement, et connu depuis comme le « mouvement des tournesols » (cf. l'article de Ming-sho Ho dans ce numéro). Ce discours inhabituel reflète bien l'orientation générale des sociologues taïwanais, qui ont été nombreux à remettre en question les paradigmes traditionnels au cours de débats approfondis sur les inégalités, la démocratie, la justice et la citoyenneté.

Mais, comme c'est souvent le cas, les membres de la TSA ont des positions divergentes sur les questions sociales et politiques et ne partagent pas tous les mêmes idées et pratiques en matière de sociologie. Dans les couloirs de la conférence, certains membres ont ouvertement exprimé des opinions hostiles à ce qu'ils interprétaient comme une approbation officielle du mouvement d'occupation. Certains se disaient préoccupés par le risque de politisation de l'association par l'activisme social, suscep-

tible de mettre en péril le statut professionnel de l'association et de porter préjudice à son identité comme association scientifique. Taïwan a certes l'habitude de ce type de débats, qui remontent à la création de notre discipline.

Mais la TSA a également d'autres activités importantes. Par exemple, elle publie deux fois par an le *Taiwanese Journal of Sociology*, revue à comité de lecture, ainsi que trois newsletters et un blog très populaire dénommé « Streetcorner Sociology » (cf. l'article de Hong-zen Wang dans ce numéro), qui sert de point de passage vers des études empiriques ou des débats sur des sujets d'actualité.

Les membres de la TSA sont souvent aussi membres d'autres associations scientifiques, comme l'Association taïwanaise des recherches féministes, l'Association pour les Études culturelles, l'Association taïwanaise pour l'Action sociale, l'Association taïwanaise pour la Science, la Technologie et la Société, etc. Ces relations croisées avec des domaines adjacents et des thèmes apparentés stimulent intellectuellement la communauté des sociologues et des spécialistes en sciences sociales dans leur ensemble.

Dans cet article, je m'intéresserai à trois ouvrages collectifs publiés au cours de ces dix dernières années, afin de montrer à qui s'intéressent en priorité les sociologues taïwanais d'aujourd'hui. Chacun de ces ouvrages est représentatif d'un courant particulier : (1) le courant traditionnel ou « dominant », (2) le courant « transnational » ou global, et (3) le courant de la sociologie « publique ». Il s'agit d'une sélection très restreinte mais chacun des trois ouvrages a été bien accueilli et peut être considéré comme représentatif.

Social Change in Taiwan, 1985-2000: Mass Communications and Political Behavior [Le changement social à Taïwan, 1985-2005 : Communications de masse et comportement politique] (sous la direction de M. Chang, V. Lo et H. Shyu, 2013) représente ce qu'on pourrait définir comme le courant dominant de la sociologie taïwanaise, avec des articles qui analysent l'évolution de la participa-

>>

“la sociologie fait aujourd’hui partie intégrante de la société”

tion politique et des communications de masse à Taïwan pendant la période de la démocratisation. Ces études s’appuient sur un échantillon de données nationales collectées depuis 1989 dans le cadre du projet Taiwan Social Change Survey (TSCS). Les enquêtes menées dans ce cadre proposent des « instantanés » qui peuvent être utilisés pour dégager les grandes tendances en matière de citoyenneté, d’identité nationale, de religion, de genre, de famille, d’emploi, de globalisation et d’autres concepts clés de la sociologie traditionnelle. Depuis 2002, le projet inclut également des éléments tirés de l’International Social Survey Program (ISSP) et de l’East Asian Social Survey (EASS). L’ensemble des données, ouvert aux chercheurs du monde entier, est utile dans le cadre d’études comparatives.

To Cross or Not to Cross: Transnational Taiwan, Taiwan’s Transnationality [Traverser ou ne pas traverser : Le Taïwan transnational, la transnationalité de Taïwan] (sous la direction de H. Wang et P. Guo, 2009) illustre le caractère « transnational » de la sociologie taïwanaise. Dans cet ouvrage, des sociologues, anthropologues et historiens suggèrent que dans le contexte actuel de forte mobilité et de mondialisation rapide, il est nécessaire de dépasser le cadre de « l’État-nation ». Cet ouvrage est représentatif des nouveaux travaux de recherche sur les flux de personnes, les flux culturels et les flux de capitaux qui traversent les frontières sociales et géographiques à partir de Taïwan. Dans leur ensemble, les articles de l’ouvrage bousculent les postulats territoriaux existants sur la société. Parmi les sujets traités, on trouve notamment des études sur les employées de maison originaires du Sud-Est asiatique, sur l’expansion globale des associations bouddhistes de Taïwan, sur les questions d’identité et de genre dans les couples immigrés, et sur les hommes et femmes d’affaires taïwanais pris en étau entre la Chine et Taïwan.

Le courant de la sociologie publique taïwanaise est représenté par le tout récent *Streetcorner Sociology [La sociologie du coin de la rue]* (sous la direction de H. Wang, 2015), publié cette année. L’ouvrage contient 34 articles signés par 37 auteurs auxquels il a été demandé de rédiger de courts essais ou commentaires dans un langage accessible, afin d’exposer leurs conclusions et leur raisonnement à des lecteurs non spécialistes. Les essais sont organisés autour de cinq thèmes : la vie politique ; les vies difficiles ; les questions de genre ; vivre en marge de la société ; et l’autre voie possible. Tous ces articles ont

d’abord été postés sur le blog de *Streetcorner Sociology* (cf. l’article de Hong-zen Wang dans ce numéro). La page Facebook a été créée en février 2014, et en un mois, a attiré plus de 3000 visiteurs par jour. En 2014, chaque article a compté 6700 visites en moyenne, chiffre dépassant largement celui d’autres forums pendant la même période. Bien que tous les posts soient dans le domaine public, les ventes de l’ouvrage papier ont battu tous les records des publications en sciences sociales à Taïwan.

Par le passé, d’aucuns ont reproché à la sociologie taïwanaise de manquer de caractère propre et d’être trop dépendante de la sociologie occidentale. Il y a 20 ans, cette accusation était à mon avis justifiée. Cependant, les sociologues de la génération suivante ont dû faire face à de nombreux défis, y compris des pressions de cooptation de la part d’un État autoritaire, la méfiance des conservateurs dans le domaine culturel, les débats au sujet de « l’indigénisation » des sciences sociales face à l’influence de l’Occident, et les luttes pour imposer ses paradigmes entre la Chine et Taïwan. Aujourd’hui, la sociologie fait partie intégrante de la société. Elle a incorporé le progrès des connaissances de la population et pour la population. Certains des grands concepts comme ceux de la classe sociale, la reproduction de classe, l’État, la domination, le pouvoir, les mouvements sociaux, le genre, la société civile, la citoyenneté et la globalisation, font désormais partie des programmes de l’enseignement secondaire et du vocabulaire des médias.

Malgré ces succès apparents, de nouveaux défis se profilent à l’horizon. Il y a d’abord celui du vieillissement de la population et de la baisse du nombre de jeunes en âge d’entrer à l’université, mais aussi le pouvoir considérable du fondamentalisme de marché et de la concurrence internationale. Sociologues et instituts de sociologie sont pressés par leurs administrations de standardiser l’évaluation de la recherche, ce qui permet de fournir une justification pour retirer des moyens dans certaines disciplines des sciences humaines et sociales réputées être d’une utilité limitée. De surcroît, tous ces défis surviennent dans une période d’accroissement des inégalités. Mais la sociologie taïwanaise n’est pas la seule à rencontrer ces difficultés, et l’on retrouve ces caractéristiques dans la sociologie d’autres pays. Ainsi, c’est côte à côte que les sociologues du monde entier avancent vers l’avenir. ■

Toute correspondance est à adresser à Mau-kuei Chang <etpower@gmail.com>

> L'expérience de *Streetcorner Sociology*

Hong-Zen Wang, Université nationale Sun Yat-sen (Taïwan), et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur la Migration (RC31)



Illustration : Arbu.

Aujourd'hui à Taïwan il n'est pas facile de diffuser un savoir professionnel dans le cadre universitaire : les administrations des universités n'encouragent pas un travail qu'elles jugent « improductif ». Les chercheurs en sciences sociales qui cherchent à s'investir dans la vie publique risquent d'être stigmatisés comme « non scientifiques ». Certains ont leur propre blog, mais souvent, faute de temps, peinent à l'alimenter.

En 2009, quelques anthropologues taïwanais ont tenté d'animer un blog collectif, sous le nom de [guavanthropology](#), qui propose chaque semaine un rapide commentaire permettant de faire le point sur la recherche anthropologique. Si les premières années le blog n'a pas reçu beaucoup de visites, il a néanmoins constitué un modèle pour la communauté sociologique.

Avec le soutien de sociologues taïwanais, *Streetcorner Sociology* (« Sociologie du coin de la rue ») a vu le jour en février 2013. En deux ans, plus de 130 articles ont été publiés, avec la participation de plus de 100 sociologues taïwanais. Le blog a recueilli 2,2 millions de visites, et de nombreux articles publiés ont été repris dans différents médias.

Avant que *Streetcorner Sociology* ne soit créé, Taïwan comptait déjà plusieurs blogs scientifiques très suivis, comme [PanSci](#) ou [Mapstalk](#), qui en quelques années ont recueilli plusieurs millions de visites. À l'évidence, les gens ont appris à surfer sur Internet à la recherche d'informations actualisées. C'est pourquoi, si les sociologues entendent avoir une influence sur l'opinion publique et les politiques sociales, il leur faut participer aux débats sur Internet. Par ailleurs, beaucoup de gens n'ont plus la patience de lire de longs articles. De l'avis d'un éditeur, la longueur optimale pour un article publié sur Internet doit être celle d'un texte qui puisse être lu en trois à cinq minutes. Dès le début, il a ainsi été recommandé aux collaborateurs de *Streetcorner Sociology* d'écrire moins de

>>

5000 mots chinois – l'équivalent de 1500 mots anglais –, ce qui est trop long pour une tribune libre dans un journal, mais est suffisant pour participer au débat public dans un article posté sur un blog.

Une des clés du succès de *Streetcorner Sociology* a été l'important soutien dont il bénéficie auprès de la communauté des sociologues de Taïwan. La Société japonaise de Sociologie compte plus de 3000 membres, et l'Association coréenne de Sociologie plus de 1000 membres. En comparaison, Taïwan compte moins de 300 sociologues en activité. Différents sous-comités de l'Association coréenne de Sociologie produisent des manuels sur des sujets variés – par exemple sur les migrations ou la théorie sociale – en vue de diffuser les connaissances en sociologie. De la même manière, au Japon, une série de guides a été publiée sur les principales thématiques sociologiques. Il est évident que de telles initiatives dépassent les capacités de la petite communauté des sociologues taïwanais. C'est pourquoi des commentaires courts, rédigés collectivement par des sociologues appartenant à différents domaines de compétence, constituent un moyen plus efficace de diffuser les contributions réalisées dans le domaine de la sociologie. Dans une petite communauté où la plupart des sociologues ne se connaissent que trop bien, beaucoup se sont montrés prêts à rédiger un article environ tous les deux ans.

Ces dernières années, l'intérêt croissant du public pour les questions sociales et politiques a également contribué à la popularité du blog. Le mécontentement suscité par des problèmes liés à la globalisation de l'économie, à l'expansion de la Chine et à l'actuel gouvernement conservateur, a été à l'origine des vastes manifestations d'étudiants de mars 2014 ; pendant les 50 jours qu'ont duré les occupations et les manifestations, *Streetcorner Sociology* a publié plus de 17 articles en soutien au mouve-

ment, et environ 10.000 visiteurs par jour ont consulté le site, contre seulement 1700 au cours du mois précédent. Le blog est devenu pour les sympathisants du mouvement un lieu important de débat de la politique publique. Il y a même des représentants du gouvernement qui sont intervenus sur le blog pour défendre leur politique.

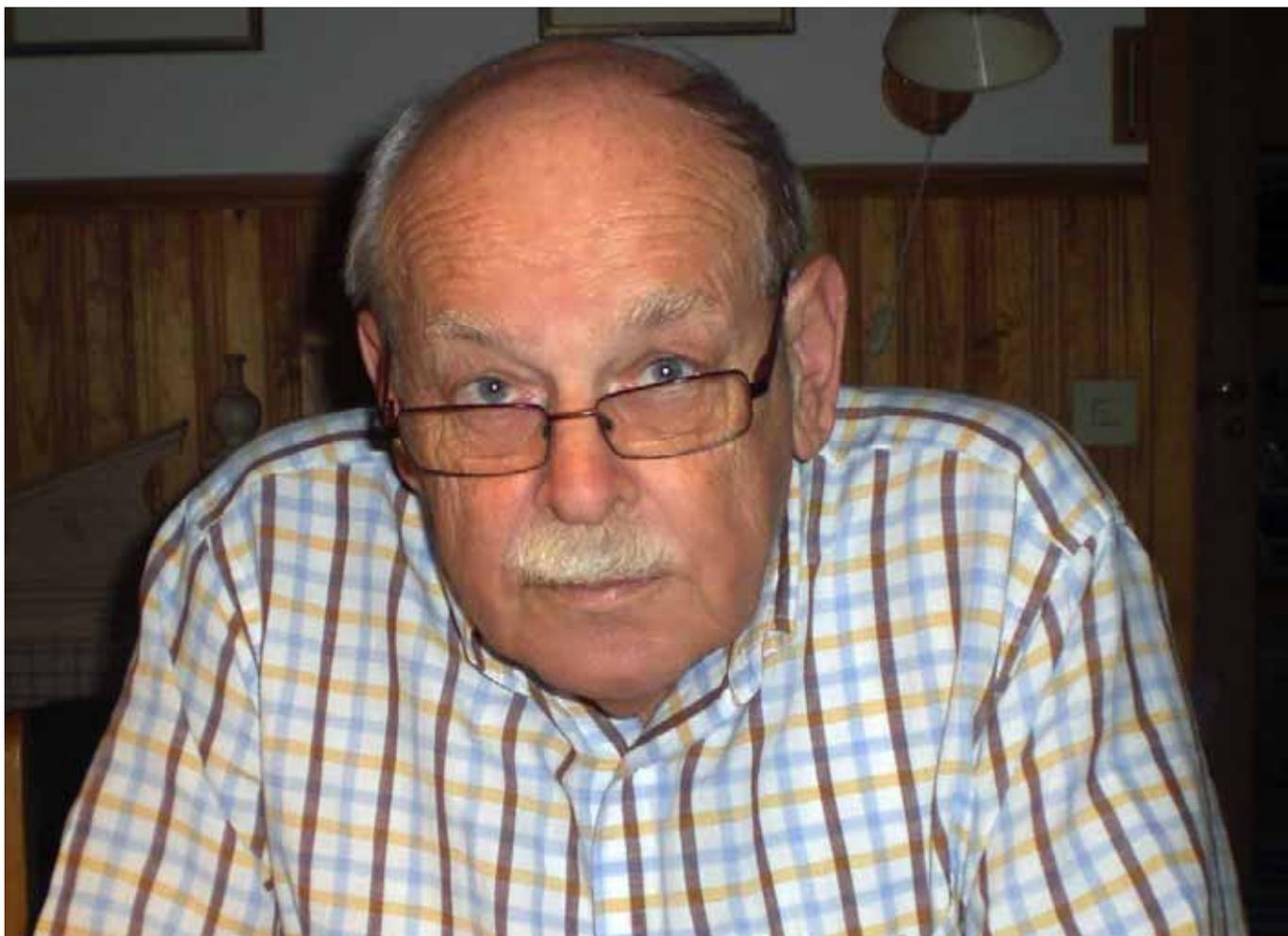
Streetcorner Sociology est devenu une vitrine pour ceux qui s'intéressent à la sociologie taïwanaise, ou à l'évolution sociale et politique dans la région. Au fur et à mesure que *Streetcorner Sociology* a gagné en notoriété, de plus en plus d'étudiants se sont mis à consulter le blog pour mieux comprendre la discipline. C'est d'autant plus important qu'auparavant la sociologie était souvent confondue avec le travail social. De plus, des médias à Taïwan font référence à des articles publiés sur le blog, ce qui donne une plus grande audience aux points de vue des sociologues. Des articles publiés sur le blog ont également été reblogués par des sites chinois ou de Hong Kong. Il n'est sans doute pas surprenant si ce sont essentiellement les articles qui traitent de sujets politiques moins sensibles, tels que la sociologie des arts, le tourisme ou le développement local, qui sont rediffusés par les sites chinois, tandis que les blogs de Hong Kong s'intéressent à des questions plus politiques, comme l'État et l'enfance, ou traitant de Hong Kong, Taïwan et la Chine.

La plupart des articles scientifiques sont lus par moins de 10 personnes, et environ un tiers des articles en sciences sociales ne sont jamais cités. Il est évidemment très frustrant si les recherches auxquelles nous consacrons tant de temps n'attirent pas de lecteurs – pas même nos collègues universitaires. À l'inverse, la rédaction en collaboration de *Streetcorner Sociology* prouve que le travail collectif peut avoir un fort impact social, et montre également que les sociologues peuvent participer activement à la vie publique sans pour autant sacrifier leurs recherches. ■

Toute correspondance est à adresser à Hong-Zen Wang <hongren63@gmail.com>

> Jürgen Hartmann, un internationaliste engagé

Lyudmila Nurse, directrice et co-fondatrice du groupe de réflexion Oxford XXI (Royaume-Uni) et ancien membre du comité d'administration du Comité de Recherche de l'ISA sur la Jeunesse (RC34), et **Sylvia Trnka**, ancien membre du comité d'administration du RC34 (Autriche)¹



Jürgen Hartmann, président de 1986 à 1990 du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie de la Jeunesse et vice-président de l'ISA chargé des finances de 1994 à 1998, est décédé le 2 mars 2015.

Toujours souriant et cordial, bienveillant, ouvert, accueillant, positif, coopératif, serviable, chaleureux, compréhensif, chercheur actif à l'échelle internationale, admirable organisateur, personnalité de référence – tel est le souvenir que gardent ses amis et collègues de Jürgen Hartmann, décédé le 2 mars dernier.

Jürgen naît le 18 mars 1944 à Remscheid-Lennep, en Allemagne. Son père étant mort à la guerre, il est élevé par sa mère. Enfant, il passe

souvent ses après-midis dans la librairie du quartier et va vite se lier d'amitié avec son propriétaire, qui le laisse lire à sa guise dans l'arrière-boutique. Reconnaisant, Jürgen absorbe tout ce qui lui tombe sous la main : il découvre d'autres pays et cultures, s'intéresse aux cartes géographiques et même aux horaires de train. De ces lectures naîtront ses aspirations scientifiques et son désir de voyager à travers le monde. C'est à cette époque qu'il apprend aussi à lire à une très grande vitesse et à s'orienter où qu'il se trouve, comme

>>

s'il était une boussole humaine. Et comme il a une mère qui travaille, très jeune il apprend aussi à préparer de bons plats – un talent qu'il perfectionnera tout au long de sa vie.

Jürgen obtient son master d'économie à l'Université de Cologne en 1969. Pendant ses années d'études, il fait des petits jobs d'été à Stockholm, avant d'obtenir une bourse de l'Université d'Uppsala, où il rencontre Solveig, sa femme suédoise. En 1973, il présente sa thèse de doctorat sur les révoltes étudiantes en Suède. Son doctorat en poche, il intègre le département de sociologie de l'Université d'Uppsala. Il y restera jusqu'en 1993 et donnera des conférences dans toute la Suède. De 1980 à 1982, il est directeur de recherche à Vienne, au Centre européen pour le Bien-être social, la formation et la recherche, une organisation affiliée à l'ONU. De 1983 à 1986, il dirige le projet international « Intégration des jeunes dans la société », qui lancera sa carrière internationale.

Son premier contact avec l'ISA remonte à juillet 1978, à l'occasion du IXe Congrès mondial de Sociologie de l'association organisé à Uppsala. L'actuelle secrétaire exécutive de l'ISA, Izabela Barlinska, à l'époque jeune étudiante chargée d'aider à l'organisation du congrès, se souvient de sa première rencontre avec Jürgen au bureau d'information du congrès. Jeune enseignant à l'Université d'Uppsala, Jürgen pensait qu'il pouvait être utile en tant que représentant de la communauté scientifique locale. Et son aide fut en effet d'une grande utilité. Tous deux n'avaient pas d'expérience et étaient nouveaux à l'ISA, mais ils partageaient la même volonté de se rendre utiles. Depuis ce jour, ils sont toujours restés amis.

Pour Jürgen, il était très important de travailler dans un environnement international, avec des collègues de différentes régions du monde. Devenu membre du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie de la Jeunesse (RC34), il en sera le trésorier

de 1982 à 1986 puis le président en 1986. Son prédécesseur, Petar-Emil Mitev, fait observer que « pendant la guerre froide, Jürgen a contribué de manière essentielle à faire du RC34 un modèle de coopération entre chercheurs d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Les chercheurs est-européens spécialisés dans la sociologie de la jeunesse ont toujours pu compter sur son soutien bienveillant et son sincère dévouement à poursuivre des objectifs scientifiques communs ».

« De par sa position à la tête du RC34 à un moment crucial de l'histoire, Jürgen était parfaitement placé pour observer et interpréter les changements majeurs que la glasnost et la perestroïka provoquaient parmi les jeunes en Union soviétique ». Ces propos sont ceux de John Bynner, qui a eu l'occasion d'admirer l'extraordinaire capacité d'analyse et la perspicacité de Jürgen lorsqu'il a travaillé avec lui sur « Les jeunes Européens et les nouvelles technologies » (1987-90), un projet de recherche comparative organisé par le Centre européen de coordination de recherche et de documentation en sciences sociales à Vienne. Soutenu par le RC34, ce projet avait une valeur particulière dans la mesure où il couvrait à la fois la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique. Pour Bynner, Jürgen était « un authentique internationaliste qui savait communiquer aux moins initiés tels que lui la nécessité de s'éloigner de visions nationales étroites pour mieux comprendre les différences relatives qui existent en termes de données culturelles et de priorités nationales, en particulier en Europe de l'Est où – hors domaine militaire – l'intérêt des consommateurs pour les technologies de l'information était encore limité. Ainsi la jeune génération, de plus en plus demandeuse de moyens informatiques et d'accès aux médias transnationaux, et en tant que nouvelle génération, était en train de s'imposer à l'avant-garde du changement. On a sans doute du mal à imaginer aujourd'hui à quel point l'idée de Jürgen d'un certificat

de compétences en informatique, dont la valeur serait équivalente à celle d'un permis de conduire, était à l'époque perçue comme une utopie en Europe de l'Est. Très tôt, il a su prendre la mesure des changements qu'apportaient les nouvelles technologies dans la transition vers l'âge adulte, de même que les conséquences de l'individualisation, de la polarisation et de l'augmentation des inégalités dans un monde de plus en plus mondialisé. Si ces questions sont aujourd'hui au cœur des actions et des choix politiques en faveur de la jeunesse, c'est en grande partie grâce à l'influence encore très présente de Jürgen. »

Jürgen, en chercheur véritablement international, a réussi à amorcer une coopération avec des spécialistes chinois de la jeunesse, sous l'égide du RC34. Ce n'est pas un hasard si durant les deux mandats qui ont suivi sa présidence, les vice-présidents du RC34 pour la région Asie étaient chinois. Jürgen a joué un rôle clé au plan diplomatique pour que se tienne pour la première fois une conférence du RC34 en Chine, sur le thème de « Modernisation et jeunesse en Asie » (Shanghai, 1993).

Jürgen avait également un don pour établir des contacts. Helena Helve, coordinatrice pour la recherche nordique sur la jeunesse de 1998 à 2004 et Présidente du RC34 de 2002 à 2006, considère Jürgen comme un pionnier de la recherche sur la jeunesse dans les pays nordiques. Elle avait été fortement impressionnée par « le fascinant discours-programme sur les mouvements de jeunesse des années 60 et 70 en Europe que Jürgen avait prononcé lors d'un colloque de recherche nordique sur la jeunesse. Jürgen a beaucoup œuvré en faveur d'une coopération entre chercheurs nordiques sur la jeunesse. Il a été l'un des fondateurs de NYRIS, colloque de recherche nordique sur la jeunesse, et l'initiateur de la coordination entre chercheurs nordiques dans ce domaine. Même devenu un chercheur de réputa-

tion internationale, il continuait à se considérer comme un chercheur nordique sur la jeunesse. Son travail a permis d'internationaliser et de faire connaître à l'étranger la recherche nordique sur la jeunesse ». Jürgen était également membre du réseau CYRCE (Cercle pour la coopération dans la recherche sur la jeunesse en Europe), fondé en 1990 par son successeur Sibylle Hübner-Funk, qui a contribué à consolider la recherche européenne sur la jeunesse.

Le vaste savoir de Jürgen, son expérience comme professeur et sa capacité à expliquer des problématiques complexes de manière claire, faisaient de lui un conférencier très recherché. Il y avait quelque chose de vraiment particulier dans sa manière de s'exprimer en public : même lorsqu'il s'adressait à un large auditoire, chacun avait l'impression qu'il lui parlait à titre individuel.

Après son mandat de président du RC34, Jürgen a été élu membre du Comité exécutif de l'ISA : il a d'abord fait partie du Comité des Finances entre 1990 et 1994, avant d'être élu Vice-Président en charge des Finances de 1994 à 1998. À ce titre, il a aidé à faire venir des sociologues aux congrès mondiaux de l'ISA de Bielefeld (1994), Montréal (1998) et Brisbane (2002).

En plus de la recherche sur la jeunesse, Jürgen a été un fervent promoteur de la compréhension entre les peuples par le biais de l'expérience vécue : il estimait fondamental pour les jeunes de voyager, qu'il s'agisse d'échanges ou de tourisme. Lyudmila Nurse garde un vif souvenir d'un épisode survenu en octobre

1992 à Moscou, où elle organisait une conférence internationale sur le thème « La jeunesse et les changements sociaux en Europe : Intégration ou polarisation ». Le premier jour de la conférence, le directeur de l'Institut de la Jeunesse a reçu un appel du ministre des Sciences et des Technologies de l'époque, qui était chargé de développer une nouvelle politique pour la jeunesse en Russie. Son équipe souhaitait rencontrer certains des conférenciers occidentaux présents. Jürgen était ravi que la conférence ait attiré l'attention du gouvernement russe. Nous étions très excités à l'idée d'être invités au Kremlin, où notre petit groupe a été reçu par Gennady Burbulis, alors Secrétaire d'État de la Fédération russe, que l'on présentait alors comme la deuxième personnalité politique la plus influente après le Président Boris Eltsine. La réunion a essentiellement porté sur les moyens de faire participer la jeune génération de Russie au processus démocratique. Jürgen a été le premier à intervenir pour suggérer quelque chose qui semblait aller de soi : les jeunes Russes devaient pouvoir voyager à l'étranger et découvrir le monde. Cela semblait à première vue quelque chose de facile à faire ; c'est alors que Jürgen a poursuivi en expliquant que la Russie devait elle-même changer si elle voulait être suffisamment attrayante pour les inciter à revenir. Le débat fut fructueux et savoir que son message sur la mobilité des jeunes avait été si bien reçu a été pour Jürgen une grande source de satisfaction.

Le travail de Jürgen sur la mobilité des jeunes a joué un rôle déterminant dans le développement de la recherche sur la jeunesse dans cette

région du monde. Jürgen a analysé de manière systématique les raisons de voyager et établi un profil des jeunes voyageurs. Dans ses travaux sur la mobilité et les voyages des jeunes d'Europe de l'Ouest, il a fait le lien entre d'une part la politique de l'Union européenne et la notion de « mobilité des jeunes » et d'autre part l'émergence d'une conscience européenne et d'une coopération économique, politique et culturelle fructueuse, en faisant valoir par exemple que le pass européen Interrail a nettement plus contribué à donner aux jeunes Suédois le sentiment d'être « européen » que tous les programmes institutionnels d'échange, et que l'envie de voyager chez les jeunes est étroitement liée à leur capacité à parler des langues étrangères.

Lorsque l'Université de Dalarna (Suède) s'est associée à cinq autres universités européennes pour mettre sur pied une formation en Gestion du tourisme européen, Jürgen n'a pas laissé échappé cette occasion de mettre en pratique sa passion pour le tourisme et est devenu le directeur de la branche suédoise de ce master (1994-2008). Il adorait enseigner et a continué de donner des conférences après son départ à la retraite.

Pour beaucoup d'entre nous, Jürgen a été un véritable ami, et pour tous les membres du RC34, un formidable compagnon de travail. Son esprit d'équipe, son sourire et ses accolades, son rire franc, son esprit curieux, ses sages conseils et ses encouragements vont nous manquer. Si nous tirons parti du riche héritage qu'il nous a laissé, Jürgen restera vivant dans nos travaux et nos souvenirs. ■

Toute correspondance est à adresser à Sylvia Trnka <sylvia.trnka@aon.at> et Lyudmila Nurse <lyudmilanurse@oxford-xxi.org>

¹ Nous remercions Izabela Barlinska, John Bynner, Helena Helve et Petar-Emil Mitev pour leur contribution.